



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 NOVEMBRE 1914

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-neuvième jour d'octobre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal: MM. Cléophas Brien dit Desrochers, commis, Michel J. Stock, entrepreneur, de la cité de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trois novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. J.-Alfred Daught, médecin, François-Xavier Lancôt, gantier et Joseph Marcotte, rentier, de la cité de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du sixième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Terrebonne, MM. Amable Euclide Ladouceur, marchand, Charles Arthur Pease, gentilhomme, Joseph Adolphe McKay, gentilhomme, William George Rodger et Robert Todd, cultivateurs, de Saint-André-Est, comté d'Argenteuil. 5687

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre novembre 1914, de nommer MM. Joseph Aimé Laroche et Oscar G. G. Webster, conjointement greffier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Stanstead, a Coaticook, sous le nom de Laroche & Webster. 5731

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st NOVEMBER, 1914

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the twenty ninth day of October 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal: Messrs. Cléophas Brien, dit Desrochers, clerk, and Michael J. Stark, contractor, of the city of Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date third day of November, 1914, to associate to the commission of the Peace for the district of Montreal: Messrs. J.-Alfred Daught, physician, François-Xavier Lancôt, glover and Joseph Marcotte, rentier, of the city of Montreal.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the sixth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Terrebonne: Messrs. Amable Euclide Ladouceur, merchant, Charles Arthur Pease, gentleman, Joseph Adolphe McKay, gentleman, William George Rodgers and Robert Todd, farmers of Saint André East, county of Argenteuil. 5688

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the fourth of November, 1914, to appoint Messrs. Joseph Aimé Laroche and Oscar G. G. Webster, jointly clerk of the circuit court, in and for the county of Stantead, at Coaticook under the name of Laroche & Webster. 5732

23 NOV 1914

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre novembre 1914, de nommer MM Joseph Aimé Laroche et Oscar G. G. Webster de Coaticook, conjointement registrateur de la division d'enregistrement de Coaticook, sous le nom de Laroche & Webster. 5733

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles cons.illers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept octobre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au premier décembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept octobre courant; vous convoquons par les présentes pour le PREMIER DÉCEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-neuvième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,

4619

L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Joseph Jacques, cultivateur, de Saint-Frédéric, comté de Beauce, et autres ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Frédéric", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Frédéric, comté de Beauce.

Les objets pour lesquels cette société est formée, sont: l'amélioration et le développement de

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the fourth of November, 1914, to appoint Messrs. Joseph Aimé Laroche and G. G. Webster, of Coaticook, jointly registrar of the registration division of Coaticook, under the name of Laroche & Webster. 5734

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seven October, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the first day of December, next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty-seventh October instant; and hereby convene you for the FIRST of DECEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this nineteenth day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

4620

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Government Notices

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

NOTICE

Notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Joseph Jacques, farmer, of Saint-Frédéric, county of Beauce, and others have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Frédéric", with its chief place of business in the parish of Saint-Frédéric, county of Beauce.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of

l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 16 novembre 1914.

JOS.-ED. CARON.

Ministre de l'agriculture.

5699

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix novembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Marois, gentilhomme, Saint-Romuald; Aimé Auger, agent; J. N. Turgeon, commis; Robert Marois, commis, et J. A. Bernier, commis, de Québec; dans les buts suivants:

Obtenir, acheter, acquérir, vendre en gros et en détail, céder et transporter des marchandises en général, tel que marchandises sèches, librairies, épicerie, tabacs, parfumeries, articles de toilette, médecines patentées et tout autres effets se vendant dans un magasin général;

Acquérir, posséder, disposer de biens meubles et immeubles;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes autres maisons d'affaires ou compagnies quelconque dans l'intérêt de la compagnie, acquérir les actions de toutes autres compagnies, acquérir les droits de baux et payer pour ceux en tout ou en partie en argent, en obligations ou actions libérées de la compagnie, sous le nom de Alliance Limoilou, Limitée, avec un capital social de cinq mille (\$5,000.00) piastres, divisé en cinquante (50) actions de cent (\$100.00) piastres chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Québec,

Daté du bureau du secrétaire de la province. ce dixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5641-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre, 1914, constituant en corporation MM. Joseph Jérémie Soumis, négociant, de la ville de Joliette; Zoel Gariépy, cultivateur, de la paroisse de Sainte Béatrix; Julien Tétreault, chef de gare, de la paroisse de l'Épiphanie; François Xavier Caisse et Hermas Caisse, tous deux cultivateurs, de la paroisse de Saint Paul, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes de marchandises et effets, ainsi que le commerce d'entrepôts généraux dans toutes ses branches, et généralement faire le commerce de tous produits, provisions, matériaux et marchandises de toutes espèces;

Acquérir et posséder, pour les fins de ses affaires, des biens meubles et immeubles qu'elle pourra vendre, aliéner, échanger ou louer;

Avoir le droit de payer les propriétés mobilières et immobilières, matériel roulant et matériaux de toutes sortes qu'elle acquerra par des actions acquittées et non-sujettes à appel;

Acheter ou autrement acquérir ou posséder l'ensemble ou partie du commerce des biens de l'actif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaires en tout ou en partie semblables aux affaires de cette compagnie;

Acheter, vendre, louer ou échanger toutes

agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 16th November, 1914.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

5700

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Georges Marois, gentleman, Saint-Romuald; Aimé Auger, agent; J. N. Turgeon, clerk; Robert Marois, clerk and J. A. Bernier, clerk, of Quebec, for the following purposes:

To obtain, purchase, acquire, sell wholesale and retail, convey and transfer merchandise in general, such as dry goods, stationery, groceries, tobacco, perfume goods, toilet sundries, patent medicines and any other goods handled in general stores;

To acquire, hold and dispose of moveable and immoveable property;

To acquire the assets and good-will of any other business concerns or companies which may benefit the company, acquire shares in other companies, acquire the rights to lease and to pay for the same wholly or partly in cash, in bonds or in paid up shares of the company, under the name of "Alliance Limoilou, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec,

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

5642

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Jérémie Soumis, trader, of the town of Joliette, Zoel Gariépy, farmer, of the parish of Sainte Béatrix, Julien Tétreault, station master, of the parish of L'Épiphanie, François Xavier Caisse and Hermas Caisse, both farmers, of the parish of Saint Paul, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in all kinds of goods and wares, and generally in any products, provisions, materials and merchandise of all kinds, and to carry on a general storage business in all branches thereof;

To acquire and hold, for its business purposes, moveable and immoveable property, which it may sell, alienate, exchange or lease;

To have the power to pay for any moveable and immoveable property, rolling stock and materials of all kinds which it may acquire, with paid up and non assessable shares;

To purchase or otherwise acquire or hold the whole or a part of the business, property and assets of any persons or companies carrying on a business in whole or in part similar to that of this company;

To purchase, sell, lease or exchange any im-

propriétés immobilières, droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou utiles pour atteindre ses fins;

Emprunter, hypothéquer tout ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie, transporter en garantie de tout emprunt toutes hypothèques ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie, et lui provenant de la vente de terrains ou d'autres sources; emprunter de l'argent en émettant des billets, obligations ou débetures, consentir des hypothèques pour le prix d'achat d'immeubles sur les terrains achetés par la compagnie, ou sur tout autre terrain ou propriété appartenant à la compagnie; et généralement faire toutes choses relatives aux fins pour lesquelles la compagnie est formée, sous le nom de "J. J. Soumis & Cie, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Joliette.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5547-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. J. Ernest Poupert, hôtelier; Alice Poupert, fille majeure et usant de ses droits; Emilia Poupert, fille majeure et usant de ses droits; Albert Seney, commis; Avila Laurendeau, épicer, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail d'épicerie, provisions, liqueurs, feronneries, chaussures, marchandises sèches, et toutes sortes de marchandises en général;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et de l'exportation;

Agir comme agents à commission et agents commerciaux généralement;

Acheter, vendre ou échanger, des propriétés ou lots vacants, et faire le commerce d'immeuble en général;

Faire le commerce de produits agricoles et d'animaux, ainsi que l'élevage d'iceux;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce, droits de patentes, privilège d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Fabriquer et vendre soda, ginger ale, cidres et toutes autres liqueurs douces;

Fabriquer et vendre les vins canadiens;

Embouteiller et vendre de la bière, et faire toutes autres affaires qui se rapportent à tel commerce, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir, en tout ou partie l'actif et l'achalandage de toutes autres compagnies,

moveable property, rights or privileges which the company may think necessary or suitable for the attainment of its purposes;

To borrow, hypothecate the whole or any part of the lands or immoveable property of the company, to transfer, as the security for any loan, any hypothecs, or other rights or securities belonging to the company or accruing to it from the sale of land or other sources, to borrow money by issuing notes, bonds or debentures, give hypothecs for the purchase price of immoveables upon the land purchased by the company or upon any other land or property belonging to the company; and generally do any such things as may be incidental to the purposes for which the company is incorporated under the name of "J. J. Soumis & Cie, Limitee", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Joliette.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5548

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating J. Ernest Poupert, hotelkeeper; Alice Poupert, spinster in the full exercise of her rights; Emilia Poupert, spinster in the full exercise of her rights; Albert Seney, clerk; Avila Laurendeau, grocer, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in groceries, provisions, liquors, hardware, boots and shoes, dry goods and all kinds of merchandise in general;

To manufacture and otherwise produce and acquire such merchandise;

To carry on the importation and exportation business;

To act as commission agents and general commercial agents;

To purchase, sell or exchange property or vacant lots and deal in real estate generally;

To deal in farm produce and live stock and to carry on the business of traders of live stock;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges of any invention and to utilize the same in the connection with the company's business;

To manufacture and sell soda, ginger ale, cider and any other soft drinks;

To manufacture and sell canadian wines;

To bottle and sell beer and carry on any other business incidental thereto, the whole subject to the provisions of the "Licence Act";

To enter into any agreement with any company carrying on a similar business for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise in the interest of the said company;

To acquire shares in any company carrying on a similar business and to pay for such shares in cash or in paid up shares of the present company, wholly or partially;

To amalgamate with other companies authorized to carry on a similar business;

To purchase and acquire the whole or a part of the assets and good will of any other compa-

sociétés ou personnes faisant semblable commerce et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées et surtout celui déjà exploité par A. Laurendeau;

Se charger du paiement du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie, comme une affaire en opération, et toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquiescer et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débetures ou toutes autres considérations valables;

Acquiescer toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation, sous le nom de "A. Laurendeau Limitée", avec un capital social de vingt mille (20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5501-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. Théophile Ethier, hôtelier; Blanche Desautels, autorisée de son mari; Alphonse Desautels, charretier; Adélard Desautels, marchand; Dora Ethier, rentière, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquiescer par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Théos Hotel", 147-149-159 Amherst, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquiescer par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquiescer par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des

nies, firms or persons carrying on a similar business, especially the business now carried on by A. Laurendeau, and to pay therefor partly in cash or partly in paid up shares;

To assume the payment of the liabilities of any such companies, firms or persons;

To sell the business and property of the company, as a going concern, to any persons, firms or companies having the power to acquire same and to receive the price thereof in cash or in paid up shares, debentures or any other legal considerations;

To acquire any property necessary for the business of the said company and exploit the same, under the name of "A. Laurendeau Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5502

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Théophile Ethier, hotel-keeper; Blanche Desautels, authorized by her husband; Alphonse Desautels, carter; Adélard Desautels, merchant; Dora Ethier, rentier, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Théos Hotel", 147, 149, 159 Amherst, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels,

hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs éniivantes, sous le nom de "Théos. Hotel, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5507-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du trois novembre, 1914, constituant en corporation MM. Adéard Tremblay, courtier d'assurance; Pierre alias Pitre Gaudreau, marchand; Louis Gagnon, marchand; Louis Henri Carrier, marchand, et Joseph Elie Massicotte, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, détenir, développer, vendre, louer, engager, échanger, améliorer ou autrement disposer de biens-fonds, bâtisses et de toutes propriétés, intérêt et droit qui s'y trouve;

Entreprendre et diriger, à commission ou autrement, la gérance ou la vente des propriétés, meubles ou immeubles et exercer l'industrie d'agents d'immeubles, d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance;

Prendre ou détenir des hypothèques pour toutes sommes dues à la compagnie, et les vendre, céder ou autrement en disposer;

Faire les opérations d'une agence générale de courtage et agir comme agent et courtier pour les placements, emprunts, paiements, transmissions et recouvrements des deniers et pour le transfert et enregistrement d'obligations, débetures, parts ou autres valeurs;

Construire, acquérir, affréter, exploiter, louer, affermer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de véhicules-moteurs, vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, barges, canots-moteurs, et autres sortes de navires, quais, jetées, éleveurs, entrepôts, hangars pour fret et autres bâtisses et faire généralement les affaires de transport des personnes et des choses;

Faire les affaires de marchands généraux et commerçants;

De tenir des lignes d'autobus, automobiles, chars, voitures de places ou autres semblables dans la ville de Chicoutimi, et dans toutes les villes, villages et paroisses des comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean après en avoir obtenu la permission des autorités municipales intéressées et d'obtenir des privilèges pour ces fins;

Acquérir par achat, louer, entretenir et exploiter des boutiques de construction, réparation et entretien de toutes sortes de voitures, véhicules-moteurs, vaisseaux, bateaux, barges et autres;

Faire les affaires de mécanicien dans toutes leurs formes et spécialités;

restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Théos Hotel, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5508 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Adéard Tremblay, insurance broker; Pierre alias Pitre Gaudreau, merchant; Louis Gagnon, merchant; Louis Henri Carrier, merchant, and Joseph Elie Massicotte, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To construct, hold, develop, sell, lease, pledge, exchange, improve or otherwise dispose of real estate buildings and any property, interests therein and rights thereto;

To undertake and direct, on commission or otherwise, the management or the sale of property, moveable or immovable, and to carry on the business of real estate agents, agents and brokers for all kinds of insurance;

To take or hold hypothecs for all sums of money owed to the company, and to sell, convey or otherwise dispose of same;

To carry on the business of a general brokerage agency and to act as agent and broker for the investment, loan, payment, transmission and recovery of monies and for the transfer and registration of bonds, debentures, shares or other securities;

To construct, acquire, charter, operate, lease, rent, hypothecate, sell or otherwise dispose of all sorts of motor vehicles, steamships and sailing vessels, boats, barges, motor canoes and other sorts of ships, wharves, piers, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings and to carry on the transportation business of persons and things;

To carry on the business of general merchants and traders;

To keep autobus lines, automobiles, cars, cabs or other similar vehicles in the town of Chicoutimi and in all the towns, villages and parishes of the counties of Chicoutimi and Lake St. John, after having obtained the permission of interested municipal authorities, and also to obtain privileges for such purposes;

To acquire by purchase, to lease, maintain and operate shops for the construction, maintenance and repair of all kinds of carriages, motor vehicles, vessels, boats, barges and others;

To carry on the business of machinist in all branches thereof;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir toutes entreprises semblables en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement;

Faire aucun et tous tels actes non spécifiés ci-dessus dans les présentes qui sembleront nécessaires et avantageux pour l'accomplissement des objets ci-dessus énoncés;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants, sous le nom de "La Compagnie d'Autobus de Chicoutimi" avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce troisième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5499-2 Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois novembre, 1914, constituant en corporation MM. Arthur Neveu, et Joseph Neveu, hôteliers, Ida Dame, autorisée de son mari, Eloi Duluth, commis, Albert Pelletier, cigarier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Neveu & Fils, coins Boulevards Monk et St. Patrick" avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of this company, together with its plant, good-will, privileges and property of all kinds, and to pay therefor in cash, shares, bonds of the company or otherwise;

To do all or any such acts, not specified herein, as may seem necessary and advantageous for the attainment of the above objects;

To pay for all services rendered to or required by the company, in cash, or either partly in cash or partly in paid up shares, under the name of "La Compagnie d'Autobus de Chicoutimi" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5500 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Arthur Neveu, and Joseph Neveu, hotel-keepers Ida Dame, authorized by her husband, Eloi Duluth, clerk, Albert Pelletier, cigarmaker, of the City of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Neveu & Fils, corner of Monk Boulevard and St. Patrick", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Neveu & Fils Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5503-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1914, constituant en corporation MM. Ferdinand Simard, hôtelier; Alexandre Simard, argentier; Godefroy Pelletier, rentier; John Dion, marchand tailleur; Zénon Juteau, artiste; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "F. Simard", 580 Sainte-Catherine Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Neveu & Fils Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5504 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1914, incorporating Messrs. Ferdinand Simard, hotel-keeper; Alexandre Simard, silversmith; Godefroy Pelletier, rentier; John Dion, merchant tailor; Zénon Juteau, artist; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "F. Simard", 580 Sainte Catherine-East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all its other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Simard piastres avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5505-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier; Joseph Noel Décarie, avocat; Philéas Décarie, gentilhomme; Alfred Louette et Joseph Louette, constructeurs, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, raffiner ou préparer de toutes manières, manufacturer les conserves telles que les tomates et tout autre produit de cette même nature, y compris les graines de la semence, beurre, fromage, lait et crème, le bacon et de toute autre sorte de viande;

Vendre, fabriquer, acheter des barils, boîtes ou tout autre sorte d'emballage nécessaire pour le commerce de la compagnie, ainsi que le commerce de foin et de grain;

Le droit d'acheter des terres pour subdivision ou culture pour l'usage de la "Saint Roch Canning Limited", avec le droit de faire le commerce de gros et de détail dans tous les objets ci-dessus mentionnés;

La compagnie aura le droit d'exercer tout pouvoir en rapport avec les conserves alimentaires de toutes sortes exploitées, des magasins, entrepôts ou autres pour la vente des produits de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les frais ayant rapport à son incorporation et à son organisation sous le nom de "Saint Roch Canning Limited", avec un capital social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Roch l'Achigan, district de l'Assomption.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5527-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six novembre 1914, constituant en corporation MM. Cléophas Rivard, sellier et marchand; Luc Simard, bour-

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, and sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Simard, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5506

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker; Joseph Noel Decarie, advocate; Philéas Décarie, gentleman; Alfred Louette and Joseph Louette, builders, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, refine or prepare in any manner, manufacture canned goods such as tomatoes and any other products of a like nature including seeds, butter, cheese, milk and cream bacon and any other kind of meat;

To sell, manufacture, purchase barrels, boxes or any other means of packing necessary for the company's business, and also deal in hay and grain;

The right to purchase land for subdivision or cultivation for the use of the "Saint Roch Canning Limited" with the right to deal wholesale and retail in all the above articles;

The company shall have the right to exercise any power in connection with alimentary canned goods of all kinds exploited, own stores, warehouse or other buildings for the sale of the company's products;

To pay out of the funds of the company all costs relating to its incorporation and organization, under the name of "Saint Roch Canning Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty hundred dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Roch l'Achigan, District of L'Assomption.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5528

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of November, 1914, incorporating Messrs. Cléophas Rivard, saddler and merchant; Luc Simard

geois; Arthur Lavallée, entrepreneur-menuisier; Salem Morin, menuisier; et J. Achille Roberge, buandier, tous de la ville de Roberval, dans les buts suivants;

Faire le commerce général de chaussures, d'épiceries, de provisions, de feronneries, de nouveautés, en gros et en détail, et en général, faire le commerce de marchands généraux à la campagne, avec droit d'acheter les produits de la ferme et les revendre, acquérir et posséder les immeubles nécessaires à l'exploitation de ce commerce, acquérir tous fonds de commerce, les liquider et composer;

Contracter des emprunts sur obligations, accepter des hypothèques ou autres garanties en règlement, composer avec tous débiteurs ou créanciers, et en général faire tout ce qui sera nécessaire pour atteindre le but de la compagnie, sous le nom de La Compagnie Rivard & Simard, Limitée, avec un capital social de dix-huit mille (\$18,000.) piastres, divisé en trois mille six cents (3,600) actions de cinq (\$5.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5529-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six novembre, 1914, constituant en corporation MM. Robert Duncan, marchand; Joseph Cléophas Cusson, marchand; Elie Joseph Moineau, hôtelier; Joseph Stanislas Cardinal, rentier; et Téléphore B. Moineau, rentier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de tabac, aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et détenir par bail ou tout autre titre légal, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce ou autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder

gentleman; Arthur Lavallée, master joiner; Salem Morin, joiner and J. Achille Roberge, laundryman, all of the town of Roberval, for the following purposes:

To generally deal in boots and shoes, groceries, provisions, hardware, novelties, wholesale and retail, and generally carry on the business of country general merchants, with the right to purchase and sell farm produce, to acquire and hold any immovables necessary for the carrying on of such business, acquire any stock in trade, liquidate and effect compositions for same;

To contract loans on bonds, accept hypothecs or other securities in settlement, to compound with any debtors or creditors, and generally do all such things as may be necessary for the attainment of the company's purposes, under the name of "La Compagnie Rivard & Simard, Limitée" with a capital stock of eighteen thousand dollars (\$18,000.00), divided into three thousand six hundred (3,600) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Roberval.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5530

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth of November, 1914, incorporating Messrs. Robert Duncan, merchant; Joseph Cléophas Cusson, merchant, Elie Joseph Moineau, hotel-keeper; Joseph Stanislas Cardinal, gentleman; and Téléphore B. Moineau, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immovable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign

et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Café Moineau Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5509-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois novembre 1914, constituant en corporation MM. Charles Lafleur, hôtelier; Leopoldine Laframboise, autorisée de son mari; Jean B. Bertrand, gérant; Aquila Carrière, manufacturier; Octave Lafleur, hôtelier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Charles Café", 145 Ste Catherine Est, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui

and transfer shares debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Café Moineau Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of november, 1914.

C. J. SIMARD,

5510 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of November, 1914, incorporating Messrs. Charles Lafleur, hotelkeeper; Leopoldine Laframboise, authorized by her husband; Jean B. Bertrand, manager; Aquila Carrière, manufacturer; Octave Lafleur, hotelkeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Charles Café", 145 Sainte Catherine East, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation with its equipment, furnishings and other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may

peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Charles Cafe Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre, 1914.

C. J. SIMARD,
5511-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS

La formation d'une association sous le nom de L'Association du Pain des Pauvres, dans le but d'aider les femmes et les enfants privés de moyens, en leur fournissant en argent et en objets, ce que peut être nécessaire à leur subsistance et à leur entretien, comme pour améliorer leur condition, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 6 novembre 1914.

Le bureau principal de l'Association sera dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. Q., 1909, ce neuvième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

5539-2

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. Pour des lois de constitution en corporation:

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de

be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, non in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Charles Cafe Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5512 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

The formation of an association under the name of "L'Association du Pain des Pauvres", for the purpose of assisting women and children deprived of means by furnishing them in the form of money or material, with the necessities of subsistence and maintenance, and for the betterment of their condition, has been authorized by order in council, dated the 6th of November, 1914.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. Q., 1909, this ninth day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

5540

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a com-

canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

5525-2 Greffier de la Chambre des Communes.

Demandes à la Législature

Avis est présentement donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la dite cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Henry Wilson, à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament, et de l'acte de la Législature de Québec, 9 Edouard VII, chap. 166.

RAINVILLE & RAINVILLE,

Procureurs pour la requérante.

Montréal, 18 novembre 1914.

5717

AVIS PUBLIC

Est donné que Maxwell Goldstein, conseil du Roi, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur à Harrison Stephens, de Saint-Lambert, et Lawrence de K. Stephens, avocat de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la

pany for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

5526 Clerk of the House of Commons.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said late John Henry Wilson, to increase the annual rent payable to each of the latter's children under the last will and the Act of the Legislature of Quebec, 9 Edward VII, chapter 166.

RAINVILLE & RAINVILLE.

Attorney for the Petitioner.

Montreal, 18th November, 1914.

5718

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Maxwell Goldstein, King's Counsel, of the city of Montreal, in his quality of curator to Harrison Stephens, of Saint Lambert, and Lawrence de K. Stephens, advocate of the said city of Montreal, in his quality of

substitution dont le dit Harrison Stephens est grevé, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'un acte ratifiant la vente par eux faite à l'honorable Georges A. Simard du même lieu par un acte devant M^{re} Henri Baby, notaire, le 4 septembre 1914, d'une terre en la paroisse de Longueuil connu comme lots numéros 268 et 275 et la partie sud-ouest des lots numéros 267 et 274 du cadastre de la paroisse de Longueuil tel que plus amplement décrite au dit acte de vente, et confirmant le titre du dit honorable Georges A. Simard à la dite ferme.

LOUIS BOYER,

Procureur des requérants.

Montréal, 5 novembre 1914. 5531-2

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi décrétant que l'ancien cimetière paroissial catholique romain de Saint-Pie, est et demeurera affecté aux destinations qui lui ont été données depuis 1901, et spécialement depuis le 22 septembre 1912, inclusivement,—et ratifiant, confirmant et déclarant légaux et valides, à toutes fins que de droit: 1. la résolution adoptée par les anciens et nouveaux marguilliers de l'Œuvre et Fabrique et les francs-tenanciers de la paroisse de St-Pie, le 22 décembre 1912, autorisant l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie à céder gratuitement en usufruit, à la commission scolaire du village de Saint-Pie, une certaine partie de l'ancien cimetière, à la charge par les dits commissaires d'écoles de construire sur le dit terrain, pour l'ouverture de l'année scolaire 1914-1915, une école académique commerciale catholique, approuvée par l'Ordinaire diocésain, et maintenir à perpétuité la dite école; 2. la donation entrevue de l'usufruit de cette partie de l'ancien cimetière catholique de la paroisse de Saint-Pie, par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie, aux commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Pie, par acte reçu devant M^{re} G. D. Morin, notaire, à Saint-Pie, le 22 avril 1913, sous le numéro 1034 des minutes du répertoire du dit notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot.

WILFRID CHICOINE,

Procureur des pétitionnaires.

Saint-Hyacinthe, 9 novembre 1914. 5555-2

Avis public est par le présent donné que le bureau des commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les loi qui le régissent, de manière à pourvoir à la nomination d'un nouveau commissaire comme représentant du quartier Belvédère, et relativement à ses pouvoirs d'emprunts.

ANTOINE C. TASCHEREAU,

5319-3 Sec.-trésorier, C. S. C. R. Q.

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, Mesdames Bertha Rose, épouse de Moses Rose, courtier d'immeubles; Fannie Adler, épouse de Michael Adler, négociant; Clara De La Penha, épouse de Isidore De La Penha, révérend; Miriam Bloomfield, épouse de Abraham Bloomfield, bijoutier; Ralla Ettenberg, épouse de Joseph Ettenberg, agent de change; Mary Wiseman, épouse de Maxwell Wiseman, médecin; Sarah Jacobs, épouse de Lyon W. Jacobs, avocat; Leah Usher, épouse de Max Usher, tailleur;

curator to the substitution of which the said Harrison Stephens is the institute, will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act to ratify the sale by them made to the Honourable Georges A. Simard, of the same place, by deed before M^{re} Henri Baby, notary, on the 4th of September, 1914, of a farm in the parish of Longueuil, known as lots numbers 268 and 275 and the south westerly part of lots numbers 267 and 274 of the cadastre described in the said deed of sale, and to confirm the title thereto of the said honourable Georges A. Simard.

LOUIS BOYER,

Attorney for the applicants.

Montreal, 5th November, 1914. 5532

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act enacting that the old Roman Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, be and shall remain affected to the purposes for which it has been set apart since 1901, and especially since the 22nd September, 1912, inclusively,—and ratifying, confirming and declaring legal and valid, for all legal purposes: 1. The resolution adopted by the old and new churchwardens of "L'Œuvre et Fabrique" and the property owners of the parish of Saint Pie, on the 22nd December, 1912, authorizing "L'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pie to convey gratuitously, in usufruct, to the School Commission of the village of Saint Pie, a certain part of the old cemetery, upon the obligation on the part of the said School Commissioners to build, upon the said land, for the opening of the school year 1914-1915, a Catholic Commercial Academy approved by the Bishop of the Diocese, and to maintain the same for ever; 2. The donation *inter vivos* of the usufruct of that part of the old Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, by "L'Œuvre et Fabrique" of the parish of Saint Pie to the School Commissioners of the municipality of the village of Saint Pie, by deed executed before G. D. Morin, Esq., notary of Saint Pie, on the 22nd April, 1913, under the number 1034 of the minutes of the repertory of the said notary, and registered at the registry office of the county of Bagot.

WILFRID CHICOINE,

Attorney for the Petitioners.

Saint-Hyacinthe, 9th November, 1914. 5556

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the purpose of amending the acts which govern it so as to provide for the appointment of a new Commissioner as representative of Belvedere ward, and also in connection with its borrowing powers.

ANTOINE C. TASCHEREAU,

5320 Secretary-Treasurer, C. S. C. R. Q.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Mesdames Bertha Rose, wife of Moses Rose, real estate broker; Fannie Adler, wife of Michael Adler, trader; Clara De La Penha, wife of Isidore De La Penha, reverend; Miriam Bloomfield, wife of Abraham Bloomfield, jeweller; Ralla Ettenberg, wife of Joseph Ettenberg, stock broker; Mary Wiseman, wife of Maxwell Wiseman, physician; Sarah Jacobs, wife of Lyon W. Jacobs, advocate; Leah Usher, wife of Max Usher, tailor; Rachel Rabinovitch, wife of Samuel Rabinovitch, real

Rachel Rabinovitch, épouse de Samuel Rabinovitch, courtier d'immeubles; Hannah Dubrofsky, épouse de Myer Dubrofsky, courtier d'immeubles; Hannah Sourkes, épouse de Israel Sourkes, industriel; Bessie Bailey, épouse de Moses Bailey, courtier d'immeubles; Régina Cohen, épouse de Max Cohen, marchand-tailleur; Fannie Vineberg, épouse de Joseph Vineberg, marchand; Mary Fainer, épouse de Charles Fainer, industriel; Mary Brainin, épouse de Reuben Brainin, éditeur; et les dits époux pour autoriser leurs épouses pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Ida Sigler, fille majeure; Jennie Schafer, fille majeure, Amelia Jacobson, veuve de Hugh Jacobson, en son vivant de Montréal, négociant; Annie Rost, veuve de Morris Rost, en son vivant, négociant; Maxwell Wiseman médecin; Joseph H. Gross, médecin; Seymour Frederick Stein, médecin; Samuel Ortenberg, médecin; Simon Budyk, médecin; tous des cité et district de Montréal, demandant de passer une loi les constituant en corporation ainsi que toutes autres personnes actuellement associées avec eux ou qui pourront le devenir par la suite, sous le nom de "The East Side Day Nursery & Infants Home" pour l'établissement et l'entretien dans la cité de Montréal de crèches pour le soin le développement et l'éducation élémentaire des jeunes enfants des ouvrières pauvres et aussi pour l'établissement et l'entretien en rapport avec ce qui précède, d'un hospice dans le but d'assurer un foyer temporaire pour le soin des enfants de toutes races et croyances sans distinction, avec tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement satisfaisant de leur œuvre charitable y compris le droit d'acquiescer et de posséder des immeubles.

LYON W. JACOBS.

Procureur des requérants.

Montréal, 27 octobre 1914. 5297-3

AVIS

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Eugène Alfred Boisvert, étudiant, du village de Sweetsburg, district de Bedford, que, ayant obtenu la permission du conseil général du barreau de la province de Québec, il présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour qu'il soit admis à l'étude du droit sans examen préliminaire.

E. A. BOISVERT,

Sweetsburg, 27 octobre 1914. 5393-3

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec de passer une loi constituant en corporation la "Lachute Protestant Cemetery Company", avec pouvoir d'exercer les droits de contrôle, d'entretien et d'administration de la propriété connue sous le nom de "Lachute Protestant Cemetery" et le charnier y attaché, étant les lots 308, 309, 310, 310a, 311, 312, 313 et partie de 306 du plan du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil et leurs approches, avec le droit d'acquiescer et de posséder des terrains en dedans ou en dehors des dits lots ou y contigus pour fins d'agrandissement.

L. L. LEGAULT,

Procureurs des requérants.

Lachute, 28 septembre 1914. 5153-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Lin dans la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi 46 Victoria, chapitre 80,

estate broker; Hannah Dubrofsky, wife of Myer Dubrofsky, real estate broker; Hannah Sourkes, wife of Israel Sourkes, manufacturer; Bessie Bailey, Wife of Moses Bailey, Real estate broker; Regina Cohen, wife of Max Cohen, merchant tailor; Fannie Vineberg, wife of Joseph Vineberg, merchant; Mary Fainer, wife of Charles Fainer, manufacturer; Mary Brainin, wife of Reuben Brainin, editor; and the said husbands to authorise their wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal; Ida Sigler, Spinster, Jennie Schafer, spinster, Amelia Jacobson, widow of Hugh Jacobson, in his lifetime of Montreal, trader; Annie Rost, widow of Morris Rost, in his lifetime, trader; Maxwell Wiseman, physician; Joseph H. Gross, physician; Seymour Frederick Stein, physician; Samuel Ortenberg, physician; Simon Budyk, physician, all of the city and district of Montreal, will apply for an act to incorporate them and all others who are now or may thereafter be associated with them under the names of The East Side Day Nursery & Infant's Home, for the establishment and maintenance in the city of Montreal, of nurseries for the care, training and elementary education of young children of poor working women and also of establishing and maintaining in connection therewith of an infants home for the purpose of providing a temporary home for the care of infants of all races and creeds without distinction, with such powers as may be necessary for the satisfactory performance of their charitable work including the right to acquire and hold real estate.

LYON W. JACOBS,

Solicitor for Applicants.

Montreal, 27th October, 1914. 5298

NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Eugène Alfred Boisvert, student, of the village of Sweetsburg, district of Bedford, that after having obtained permission, from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the study of law without preliminary examination.

E. A. BOISVERT,

Sweetsburg, 27th October, 1914. 5394

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec for an act to incorporate the Lachute Protestant Cemetery Company with power to exercise the rights of control maintenance and management of the property known as the Lachute Protestant Cemetery and Vault connected therewith, being lots: 308, 309, 310, 310a, 311, 312, 313 and part of 306 of the official cadastral plan of the parish of Saint Jerusalem d'Argenteuil and the approach thereto, with the right to acquire and hold land within, without or adjoining thereto for the purposes of extending the same.

L. L. LEGAULT,

Attorney for petitioners.

Lachute, 28th September, 1914. 5154

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Lin, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an Act amending the act 46 Victoria, chapter

de façon à ce qu'à l'avenir la corporation de la paroisse de Saint-Lin, soit déchargée de contribuer pour une moitié au coût de la reconstruction ou de grosses réparations du pont existant sur la rivière l'Achigan.

ERNEST HEBERT,

Avocat de la corporation de la
paroisse de Saint-Lin.

Saint-Lin, 20 octobre 1914. 5151-4

Avis public est, par les présentes, donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame du Saint-Rosaire" de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisés à emprunter une somme de deux cent mille piastres (\$200,000.00) et pour autres fins.

Montréal, 19 octobre 1914. 5021-5

Province de Québec
District de Beauharnois.

AVIS PUBLIC

La ville de Châteauguay donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, chapitre 74, 3 George V.

1. L'article 1, de la charte de la ville de Châteauguay, est amendé en ajoutant le No 278 et subdivisions.

2. Le paragraphe 8 de l'article 5563 des Statuts refondus, 1909, ne s'applique pas à la ville, avec effet rétroactif, depuis le 6 juin 1912.

3. L'article 10 de la charte est remplacé par le suivant:

"L'article 5373 des Statuts refondus, 1909, est remplacé pour la ville par le suivant: "5373. Nulle personne, ayant qualité pour voter comme propriétaire, locataire ou occupant, ne peut être inscrite sur la liste des électeurs de la municipalité si, le premier jour de juin précédant l'expiration du délai mentionné dans l'article 5374, elle doit à la municipalité quelque taxe, taxe d'eau; les taxes spéciales exceptées."

4. L'article 5374 des Statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant, pour la ville:

"5374. Avant le premier jour de juin, de chaque année, il est fait, de la manière ci-après indiquée, par le greffier, ou sous sa direction, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité, et possédant le sens électoral requis."

5. L'article 5731 des Statuts refondus, est remplacé par le suivant, pour la ville de Châteauguay:

"5731. Toute terre en culture ou affermée, ou servant au paturage des animaux, de même que toute terre non défrichée ou terre à bois dans les limites de la ville, ne pourra être évaluée à plus de cent piastres l'arpent, aussi longtemps que la dite terre ou partie d'icelle n'aura pas été subdivisée en lots à bâtir ou lots de ville."

Exception:—Sont exemptés de toutes taxes, les chevaux, bêtes à cornes, et autres animaux et volailles formant partie de la ferme. Les carrosses, voitures d'été et d'hiver de tout genre, instruments agricoles et tous meubles faisant partie du roulant et exploitation ordinaire d'un cultivateur.

Amendements:—Le conseil peut faire ajouter sur le rôle d'évaluation, en tout temps, par les estimateurs en office, sur estimation par eux faite, toute partie de telle terre, qui en a été détachée, comme lot à bâtir ou lot de ville, et est devenu ainsi sujette à la taxe après la clôture du rôle

80, so that the corporation of the town of Saint-Lin, be exempted in the future, from contributing the half of the cost of rebuilding or extensive repairs to the bridge existing upon the river Achigan.

ERNEST HEBERT,

Attorney for the corporation
of the town of Saint Lin.

Saint Lin, 20th October, 1914. 5152

Notice public is hereby given that "The Parish Priest and Church Wardens of L'Œuvre et Fabrique of the parish of Notre Dame du Saint-Rosaire" of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law empowering them to borrow the sum of two hundred thousand dollars (\$200,000.00) and for other purposes.

Montreal, 19th October, 1914. 5022

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

PUBLIC NOTICE

The town of Châteauguay gives notice that it will apply to the provincial legislature, at its next session, in order to be granted amendments to its incorporation charter, chapter 74, 3 George V.

1. Article 1, of the charter of the town of Châteauguay, is amended by adding No. 278 and subdivisions.

2. The paragraph 8 of article 5563, of the Revised Statutes, 1909, does not apply to the town with retroactive effect, since the 6th June, 1912.

3. Article 10 of the charter, is replaced by the following:

"Article 5373 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town by the following: "5373. No person qualified to vote as proprietor, tenant or occupant shall be entitled to have his name entered on the electors' list for the municipality who, on the first day of June preceding the expiration of the delay mentioned in article 5374, is indebted to the municipality for any taxes, or water-rates; special taxes excepted."

4. Article 5374 of the Revised Statutes, 1909, is replaced, for the town, by the following:

"5374. Prior to the first of June of each year there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality, and qualified to be entered in the electors' list."

5. Article 5731 of the Revised Statutes, is replaced, for the town, by the following:

"5731. All land under cultivation or farmed or used as pasture for cattle, as well as all uncleared land or wood lots within the municipality, shall not be taxed for more than one hundred dollars per acre, as long as the said land or part thereof has not been subdivided into building lots or town lots."

Exemptions:—The following shall be exempt from all taxes: the horses, cattle and other live stock and poultry belonging to the farm. The carriages, summer and winter vehicles of all kinds, agricultural implements and all moveable articles forming part of the machinery of the farm and ordinarily used by farmers.

Amendments: The council may cause to be added to the valuation roll, from time to time, by the assessors in office on the valuation by them made, any portion of such land or immoveable, which has been detached therefrom as a building lot, and shall thus have become liable to taxation

23 NOV 1914

d'évaluation, et exiger la taxe comme sur tous les autres terrains entrés au dit rôle.

6. En ajoutant, après l'article 27 de la chartre l'article 27a, par lequel la ville est autorisée à emprunter sur billet, débenture ou autrement, à un taux n'excédant pas six pour cent (6%), payable annuellement, sur simple résolution du conseil et nonobstant les articles 5609, 5610, 5611, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783, 5784, 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 et tous autres articles des Statuts refondus de 1909, à ce contraies, une somme de quinze mille piastres (\$15,000.00), pour être employée à la construction de routes, trottoirs ou toute autre amélioration municipale dans les limites de la municipalité.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secrétaire-Trésorier.

Châteauguay, le 16 octobre 1914. 5197-4

Avis est par les présentes donné qu'application sera faite à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation comme municipalité sous le nom de "La Municipalité du Lac Tremblant Nord", du territoire suivant:

Le rang nord-est du Lac Tremblant; les eaux et les îles du Lac Tremblant à l'ouest et nord-ouest de la ligne limitrophe entre les comtés d'Ottawa et Terrebonne; le rang sud-ouest du Lac Tremblant; le rang M; le lac Vert; la partie du rang N borné à l'est, au nord, et à l'ouest par les lignes limitrophes du dit rang N, et au sud par une ligne droite étant la prolongation vers l'ouest de la ligne de bornage sud du lot numéro treize du rang M, jusqu'à la ligne limitrophe ouest du dit rang N; le tout avec les îles dans les lacs des territoires ci-dessus mentionnés; le tout dans le canton Joly dans le comté d'Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Avocats des applicants.

Montréal, 13 octobre 1914. 4965-5

Canada
Province de Québec.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la Province de Québec, les commissaires d'écoles de la cité de Westmount, demanderont de passer une loi, dans les buts suivants:

Augmenter le nombre des commissaires et fixer un quorum; pourvoir à l'élection des commissaires par bulletin; autoriser le partage des devoirs du secrétaire-trésorier et la nomination d'un surintendant des écoles et définir leurs devoirs respectifs; changer les termes de paiements des instituteurs et autoriser la création d'un fonds de pension pour le bénéfice des instituteurs et de tels autres employés, comme il pourra être déterminé.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Procureurs des Pétitionnaires.

Westmount, 19 octobre 1914. 5017-5

Avis public est par le présent donné que Dame Charlotte Smithers, veuve de feu Joseph Bowles Learmont en son vivant de la cité de Montréal, et "The Royal Trust Company", exécuteurs testamentaires du dit feu Joseph Bowles Learmont, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant à donner à la puissance du Canada ou à ses fidéi-commissaires, la maison de feu Major Général James Wolfe, connue sous le nom

after the closing of the valuation roll, and may exact the said upon all other lots entered on the said roll.

6. By adding, after article 27 of the charter article 27a, by which the town is authorized to borrow on notes, debentures or otherwise, at a rate not exceeding six per cent (6%), payable annually, upon resolution of the council and notwithstanding the articles 5609, 5610, 5612, 5613, 5614, 5615, 5616, 5617, 5618, 5619, 5620, 5621, 5622, 5635, 5782, 5783, 5784, 5785, 5786, 5787, 5788, 5789 and all other articles of the Revised Statutes, 1909, contrary to these, a sum of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), to be used for the building of roads, sidewalks and all other municipal improvements, within the limits of the municipality.

FORTUNAT LABERGE, N. P.,
Secretary-Treasurer.

Châteauguay, 16th October, 1914. 5198

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to incorporate as a municipality under the name of "The Municipality of Lac Tremblant Nord", the following territory:

The north east range of Lac Tremblant: the waters and islands of Lac Tremblant west and north west of the boundary line between the counties of Ottawa and Terrebonne; the south west range of Lac Tremblant; the range M; the Lac Vert; the part of range N bounded by the eastern, northern, and western boundaries of said range N, and to the south by a straight line prolonging the southern boundary line of lot number 13 of range M, westward until it meets the said western boundary of range N; together with the islands in the lakes in the foregoing territory; all in the township of Joly in the county of Ottawa.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 13th October, 1914. 4966

Canada,
Province of Québec.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the school commissioners for the city of Westmount, will apply for an Act for the following purposes:

To increase the number of commissioners and determine a quorum; to provide for the election of commissioners by ballot; to authorize the division of the duties of the secretary-treasurer and the appointment of a superintendent of schools and to define their respective duties; to vary the terms of payment of school teachers and to authorize the organization of a pension fund for the benefit of teachers and such other employees as may be determined.

ATWATER, DUCLOS
& BOND,
Solicitors for Applicants.

Westmount, 19th October, 1914. 5018

Public notice is hereby given that Dame Charlotte Smithers, widow of the late Joseph Bowles Learmont, in his lifetime of the city of Montreal and the Royal Trust Company, executors of the last will and testament of the said late Joseph Bowles Learmont, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them to give to the Dominion of Canada or to trustees therefor, the home of the late Major General James Wolfe, known as

de "Quebec House", à Westerham dans le comté de Kent en Angleterre, avec les jardins, écuries et leurs appartenances.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 novembre 1914. 5459-3

Province de Québec,
District de Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes: annexion de nouveau territoire, confection d'une liste pour les élections municipales, confection d'un rôle de perception, annuel de la taxe de l'eau, amendements à l'article 5680 des S. R. P. Q., 1909, et divers autres objets généralement.

LADOUCEUR & GRENIER,
Procureurs de la corporation de la ville de Joliette.

Joliette, 2 novembre 1914. 5455-3

AVIS

Avis est par le présent donné que Dame Philomène Labrecque, en religion Sœur Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, en religion Sœur Marie-Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, en religion Sœur Henri Dominique; Dame Anna Blais, en religion Sœur Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, en religion Sœur Marie du Saint-Sacrement; Dame Marie Millet, en religion Sœur Saint-Jean de Gercum; et Dame Geneviève Trottier, en religion Sœur Marie de la Nativité, toutes présentement de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi les incorporant en leur donnant les pouvoirs ordinaires d'incorporation sous le nom de les "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs.

Québec, 29 octobre 1914. 5597-2

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour demander: 1. afin de mieux assurer la retraite des professeurs à son emploi, que le pouvoir lui soit donné de contribuer aux fonds de pension des instituteurs et institutrices, d'augmenter si possible le montant de leur retraite ou de leur payer des annuités et de faire tout règlement à ce sujet; 2. l'autorisation d'émettre des bons ou effets à court échéance; 3. l'autorisation de vendre de gré à gré à la cité de Montréal partie d'un emplacement d'école lui appartenant, situé sur les rues Saint-André et Saint-Christophe et la confirmation de l'entente intervenue entre la cité de Montréal et la Commission au sujet de la cession de cette partie de terrain et de plus l'autorisation de vendre de gré à gré, à qui que ce soit, le reste de cet emplacement d'école ou toute partie d'icelui.

ULRIC LAFONTAINE,
5599-2 Secrétaire-trésorier.

"Quebec House", in Westerham in the county of Kent in England, together with the gardens, stables and appurtenances thereunto belonging.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd November, 1914. 5460

Province of Quebec,
District of Joliette.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter act 27 Victoria, chapter 23, and amendments thereto, for the purposes of being granted additional powers and especially the following annexion of new territories, preparation of a voters list for municipal elections, the making of a collection roll for water taxes, amendments to article 5680 R. S. P. Q., 1909, and various other objects generally.

LADOUCEUR & GRENIER,
Attorneys of the corporation of the town of Joliette

Joliette, 2nd November, 1914. 5456

NOTICE.

Notice is hereby given that Dame Philomène Labrecque, in religion Sister Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, in religion, Sister Marie Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, in religion, Sister Henri Dominique; Dame Anna Blais, in religion, Sister Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, in religion, Sister Marie du Saint Sacrement; Dame Marie Millet, in religion Sister Saint Jean de Gercum; Dame Geneviève Trottier, in religion Sister Marie de la Nativité; all presently of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session and ask a bill incorporating them and giving them the ordinary powers of incorporate bodies under the name of the "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys.

Quebec, 29th October, 1914. 5598

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature, at its next session: 1. for authority to ensure more fully the superannuation of the teachers in its employ, to contribute to the pension fund for teachers, to increase if possible the amount of their pension, or to pay them annuities, and to make all necessary rules to this effect; 2. for authority to issue short-term notes; 3. for authority to sell, by mutual agreement, to the city of Montreal part of a school site belonging to the board, situated on Saint Andrews and Saint Christophe streets, and the ratification of the understanding made between the city of Montreal and said board regarding the cession of that part of the land, moreover, for authority to sell, by mutual agreement, to any one whosoever, the remainder of this school lot, or any other part of the same.

ULRIC LAFONTAINE,
5600 Secretary-treasurer.

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2876.

Dame Eugénie Champagne, des cité et district
de Montréal, épouse commune en biens de
Antoine Campeau, plombier, du même lieu,
Demanderesse;

vs.

Antoine Campeau, plombier, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée par la demanderesse contre le défendeur, le
30ième jour d'octobre 1914.

CAMILLE TESSIER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 12 novembre 1914. 5709

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2007.

Dame Martha Delorme, de la ville de Maison-
neuve, district de Montréal, épouse commune
en biens de Wilfrid Beauregard, commerçant,
du même lieu, et dûment autorisée par cette
cour aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.

Le dit Wilfrid Beauregard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause, le 13ième jour de novembre
1914.

BROSSARD & PEPIN,

Procureurs de la demanderesse.

Vraie copie,
Brossard & Pepin,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 novembre 1914. 5713

Canada. Cour supérieure. Province de Québec.
District de Saint-François. No 998. Dame Céline
Thibodeau, de la ville de Mégantic, dans le dis-
trict de Saint-François, épouse de Téléphore
Lemay, commerçant de la dite ville de Mégantic,
commune en biens avec son dit époux, dûment
autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse; vs le dit Téléphore Lemay,
Défendeur. Une action en séparation de biens a
été intentée en cette cause.

L. C. BELANGER,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 16 novembre 1914. 5745

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
No 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, épouse commune en
biens de William Henry, marchand, de Bona-
venture-est, dans la paroisse de Saint-Bona-
venture de Hamilton, dans les dits comté et
district, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs.

Le dit William Henry, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée dans cette cause, le deux novembre 1914.

JAMES EDWARD MILL,

Procureur de la demanderesse.

New-Carlisle, 9 novembre 1914. 5551-2

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2876.

Dame Eugénie Champagne, of the city and dis-
trict of Montreal, wife common as to property
of Antoine Campeau, plumber, of the same
place, Plaintiff;

vs.

Antoine Campeau, plumber, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted by the plaintiff, against the defen-
dant, on the 30th day of October, 1914.

CAMILLE TESSIER,

Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 12th November, 1914. 5710

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2007.

Dame Martha Delorme, of the city of Maison-
neuve, district of Montreal, wife common as
to property of Wilfrid Beauregard, merchant,
of the same place, and duly authorized by this
honourable court for the purposes herein,
Plaintiff;

vs.

The said Wilfrid Beauregard, Defendant.

An action in separation as to property has been
instituted in this case, on the 13th day of No-
vember, 1914,

BROSSARD & PEPIN,

Attorneys for Plaintiff.

True copy.
Brossard & Pepin,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 16th November, 1914. 5714

Canada. Superior Court. Province of Quebec.
District of Saint Francis. No. 998. Dame Céline
Thibodeau, of the town of Mégantic, in the
district of Saint Francis, wife of Téléphore
Lemay, trader of the said town of Mégantic,
common as to property with her said husband,
duly authorized to *ester en justice* for the ends
hereof, plaintiff; vs the said Téléphore Lemay,
Defendant. An action for separation as to
property has been instituted in this cause.

L. C. BELANGER,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 16th November, 1914. 5746

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure,
No. 3013.

Dame Wilhelmine Desbiens, wife common as to
property of William Henry, merchant, of Bona-
venture east, in the parish of Saint Bonaventure
of Hamilton, in the said county and district,
duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;

vs.

The said William Henry, Defendant.

An action for separation as to property, has
been instituted in this case the second day of
November, 1914.

JAMES EDWARD MILL,

Attorney for Plaintiff.

New Carlisle, 9th November, 1914. 5552

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 3756.

Mary H. McArthur, de la cité et du district de
Montréal, épouse de David Jérôme Spence, du
même lieu dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

David Jérôme Spence, du même lieu, architecte,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour,
instituée contre le défendeur.

GEORGE L. ALEXANDER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1914. 5553-2

Cour Supérieure.

District de Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, de la ville et du
district de Joliette, épouse commune en biens de
Maxime Forget dit Despathies, tailleur de pierre
du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari,
une action en séparation de biens, portant le
No 6981 des dossiers de cette cour.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 4 novembre 1914. 5519-2

Cour Supérieure.—Roberval.

No 575.

Dame Marie-Louise Perron, de Saint-Félicien,
épouse commune en biens de Adélard Tremblay
dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit Adélard Tremblay, journalier, de Saint-
Félicien, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été insti-
tuée en cette cause le vingt-neuvième jour de
septembre 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Procureur de la demanderesse.

Roberval, 29 septembre 1914. 5269-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin, des Cité et District de
Montréal, femme commune en biens de Sa-
tirio Syrkos, du même endroit, Marchand,
la dite Dame Valérie Poulin dûment autorisée
à ester en justice aux fins des présentes.

Demanderesse;

vs

Satirio Syrkos des Cité et District de Montréal,
Marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour
instituée contre le défendeur.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 8 octobre 1914. 5249-4

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.—No
355.—Une action en séparation de biens a été
instituée ce jour, par Violet Cox, du canton
d'Inverness, dit district, contre son époux, Robert
Raycraft, cultivateur et commerçant, du même
lieu, la dite Violet Cox, dûment autorisée à
ester en justice.—Arthabaska, ce 14 octobre 1914.
—METHOT & GIROUARD, procureurs de la
demanderesse. 5305-3

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3756.

Mary H. McArthur, of the city and district of
Montreal, wife of David Jerome Spence, of the
same place, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff;

vs.

David Jerome Spence, of the same place, archi-
tect. Defendant.

An action in separation of property has this day
been instituted against the defendant.

GEORGE L. ALEXANDER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 7th November, 1914. 5554,

Superior Court.

District of Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, of the town and
district of Joliette, wife common as to property
of Maxime Forget dit Despathies, stone cutter,
of the same place, has, this day, instituted an
action for separation as to property against her
husband, said action bearing the number No.
6981 of the records of this court.

TELLIER & LADOUCEUR,

Advocates and attorneys for the plaintiff.
Joliette, 4th November, 1914. 5520

Superior Court.—Roberval.

No. 575.

Dame Marie-Louise Perron, of Saint Félicien,
wife common as to property of Adélard
Tremblay, duly authorized to ester in justice,
Plaintiff;

vs

The said Adélard Tremblay, of Saint Félicien,
Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this case on the twenty ninth
day of September, 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,
Attorney for the Plaintiff.

Roberval, 29th September, 1914. 5270

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin of the City and District
of Montreal, wife common as to property of
Satirio Syrkos of the same place, Merchant,
said Dame Valérie Poulin duly authorized to
ester in justice for the purposes of these pre-
sents,

Plaintiff;

vs

Satirio Syrkos of the City and District of Mon-
treal, Merchant, Defendant.

An action in separation as to property has this
day been instituted against the Defendant
herein.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 8th October, 1914. 5250

Superior Court.—District of Arthabaska.—
No. 355.—An action in separation as to property
has been instituted this day, by Violet Cox, of
the township of Inverness, in said district, against
her husband, Robert Raycraft, trader and farmer,
of the same place, the said Violet Cox, duly au-
thorized to ester in justice.—Arthabaska, this
14th October, 1914.—METHOT & GIROUARD,
attorneys for plaintiff. 5306

Cour Supérieure.—Saint-François.—No 963.—
Auréli Mofette, épouse commune en biens de
Arthur Hamel, marchand, de Sainte-Claude, a,
ce jour, institué une action en séparation de biens
contre son dit époux. Sherbrooke, 29 octobre
1914.

LIONEL FOREST, Procureur de la demande-
resse. 5339-3

Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 1978.

Odélie Nolet, épouse commune en biens de
Eugène Nadeau, commerçant de la paroisse de
Saint-Camille, district de Beauce, a, ce jour,
institué une action en séparation de biens contre
son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, 30 octobre 1914. 5351-3

Cour Supérieure Montréal, No. 4072. Dame
Mélanie Depairon, épouse de Alfred Dupré, des
cité et district de Montréal, commerçant, a
intenté une action en séparation de biens contre
dit Alfred Dupré, le 22 Septembre 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.

5247-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No. 2339.

Dame Blanche Marcotte, épouse commune en
biens de Léon Leblanc, boucher, des cité et
district de Montréal, dûment autorisée à ester
en justice. Demanderesse;

vs.

Le dit Léon Leblanc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

ALBERT BERTHIAUME,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 octobre 1914. 5207-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Aglae Demers, des cité et district de Mont-
réal, dûment autorisée à ester en justice,
épouse commune en biens de J. G. Napoléon
Robillard, entrepreneur, du même lieu,
Demanderesse;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur du
même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le vingtième jour d'octobre 1914.

ADELARD LEDUC,
Procureur du demandeur.

Montréal, 27 octobre 1914. 5217-4

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

Avis est donné que le 5 octobre, 1914, Emile
Gagnon cultivateur, de la paroisse de Notre-
Dame du Mont-Carmel, à Lacolle, district d'Iber-
ville, a intenté contre son épouse, Catherine
Brown, ci-devant du même lieu, et maintenant
de lieux inconnus, une action en séparation de
corps et de biens.

GIRARD & DEMERS,
Avocats du demandeur.

Saint-Jean, 5 octobre 1914. 5069-5

Superior Court.—Saint Francis.—No. 963.—
Dame Auréli Mofette, wife common as to
property of Arthur Hamel, of Sainte Claude, mer-
chant, has, this day, instituted an action for
separation as to property against her said hus-
band. Sherbrooke, 29th October, 1914.

LIONEL FOREST, Attorney for Plaintiff.
5340

Superior Court.—District of Beauce.

No. 1978.

Odélie Nolet, wife common as to property of
Eugène Nadeau, trader, of parish of Saint
Camille, district of Beauce, has, this day, insti-
tuted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Joseph, 30th October, 1914. 5352

Superior Court, Montreal, No. 4072. De.
Melanie Depairon, wife of Alfred Dupré, of the
City & District of Montreal, trader, has insti-
tuted an action for separation as to property,
against the said Alfred Dupré, on September
22nd, 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for Plaintiff.

5248

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No 2339.

Blanche Marcotte, wife common as to property
of Léon Leblanc, butcher, of the city and
district of Montreal, duly authorized to ester
in justice. Plaintiff;

vs.

The said Léon Leblanc, Defendant.
An action in separation has to property has
been instituted in this case.

ALBERT BERTHIAUME,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 26th October, 1914. 5208

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Aglae Demers, of the city and district of
Montréal, duly authorized to ester in justice,
wife common as to property of J. G. Napoléon
Robillard, contractor, of the same place,
Plaintiff;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the
same place, Defendant.
An action for separation as to property has
been instituted in this case on the twentieth
day of October, 1914.

ADELARD LEDUC,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 27th October, 1914. 5218

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

Notice is hereby given, that on the 5th of Oc-
tober, 1914, Emile Gagnon, farmer, of the parish
of Notre-Dame du Mont-Carmel, at Lacolle, dis-
trict of Iberville, has instituted an action en sépa-
ration de corps et de biens from his wife Cathe-
rine Brown, heretofore of the same place, and now
of place unknown.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 5th October, 1914. 5070

Cour supérieure, Beauce, No 1974. Zélia Pomerleau, épouse commune en biens de Ludger Bilodeau, charron, de Sainte-Marie de Beauce, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 28 octobre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1914.

5403-3

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 141.

Dame Joséphine Trudel, de Québec, épouse de François Plante, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

François Plante, de Saint-Pierre, Isle d'Orléans, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MAR-
CHAND,
Procs. demanderesse.

Québec, 3 novembre 1914. 5385-3

Dame Clarina Dauteuil a, le 24 octobre, 1914, poursuivi son époux Charles Veilleux, ci-devant de Saint-Clément, Témiscouata, en séparation de biens.

LEON PARADIS,
Procureur de la demanderesse.
5617-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 164.

In re Esa Mansour, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé dans l'affaire ci-dessus, lequel sera sujet à contestation jusqu'au dixième jour de décembre 1914, après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau, No 3 rue Notre-Dame Est, Montréal.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre Dame Est.
Montréal, 10 novembre 1914. 5669

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 345.

In re Dame Dora Levy, "Montreal Bargain House", Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure rendu ce onzième jour de novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens de la dite insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 12 novembre 1914. 5671

Superior Court, Beauce, No. 1974. Zelia Pomerleau, wife common as to property of Ludger Bilodeau, wheel-wright, of Sainte-Marie, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 28th October, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce 4th November, 1914.

5404,

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 141.

Dame Joséphine Trudel, of Quebec, wife of François Plante, duly authorized, Plaintiff;

vs.

François Plante, of Saint Peter of the Island of Orleans, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the case, this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MAR-
CHAND,
Plaintiff's Attorneys.

Quebec, 3rd November, 1914. 5386

Dame Clarina Dauteuil has, on the 24th October, 1914, instituted against her husband, Charles Veilleux, heretofore of Saint Clement, Temiscouata, an action for separation as to property.

LEON PARADIS,
Attorney for the Plaintiff.
5618

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 164.

In re Esa Mansour, Montreal, Insolvent
Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in the above matter which will be open to contestation until the 10th day of December, 1914, after which date the dividend will be payable at my office, No. 3 Notre Dame street East, Montreal.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street East.
Montreal, 10th December, 1914. 5670

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 345.

In re Dame Dora Levy, "Montreal Bargain House", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this eleventh day of November, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street East.
Montreal, 12th November, 1914. 5672

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 355.

In re Tomy Mitra & Jamil Hanna, "Mitra & Hanna", Montréal, Insolubles.

Avis est par le présent donné que le neuvième jour de novembre 1914, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des susdits insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 9 novembre 1914. 5673

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François,
In re J. A. Boulay, Coaticook, Que.,
Insoluble.

Avis est par le présent donné que le 10 novembre 1914, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été dûment nommés curateurs aux biens et effets du susdit insoluble.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

A. ALLAIRE,
J. F. LEBLANC,
Curateurs.

Bureau de Allaire & LeBlanc,
Sherbrooke, Qué. 5701

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.
Re T. J. Caldwell, Réquérant cession;
et

P. O. Viall Lumber Co., Insoluble.

Avis est par le présent donné que le treizième jour de novembre 1914, le soussigné a été nommé par ordre de la cour, curateurs aux biens de la "P. O. Viall Lumber Co.", de Port-Daniel, dans le comté de Bonaventure, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans trente jours de la date du présent avis.

JOHN HALL KELLY,
Procureur,
F. BLOIS,
Curateur.
New-Carlisle, P. Q., 13 novembre 1914. 5703

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de Jn. Stewart & Co., Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de cette cour, en date du 13 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette compagnie.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans trente jours de cette date.

GEORGE C. McDONALD,
Curateur.

Bureau: 179 rue Saint-Jacques.
Montréal, 13 novembre 1914. 5705

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 355.

In re Tomy Mitra & Jamil Hanna, "Mitra & Hanna", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 9th day of November, 1914, by a judgment of the Superior Court, the undersigned have been appointed curator of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street East.
Montreal, 9th November, 1914. 5674

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.
In re J. A. Boulay, Coaticook, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th November, 1914, by an order of the Superior Court, we were appointed curators to the property and assets of the above insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

M. ALLAIRE,
J. F. LEBLANC,
Curators.

Office of Allaire & LeBlanc,
Sherbrooke, Que. 5702

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
Re T. J. Caldwell, Petitioner for assignment;
and

P. O. Viall Lumber Co., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the thirteenth day of November, 1914, the undersigned was appointed by an order of the court, curator, to the property of P. O. Viall Lumber Co., of Port Daniel in the county of Bonaventure, who has made an abandonment of their properties for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN HALL KELLY,
Attorney,
F. BLOIS,
Curator.
New-Carlisle, P. Q., 13th November, 1914. 5704

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of Jn. Stewart & Co., Insolvent.

Notice is hereby given that by order of this court under date of November 13th, 1914, I have been appointed curator of this company.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from this date.

GEORGE C. McDONALD,
Curator.

Office: 179 Saint James street.
Montreal, 13th November, 1914. 5706

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 65.

Re Thomas Voyer, marchand, Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 16 novembre 1914, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit insolvable.

Toute personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire entre les mains des soussignés, dûment attestées sous serment, dans les trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre.
Québec, 16 novembre 1914. 5711

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No.377.

In re Elie Lazarus & Charles A. Kaplan, "The Eagle Skirt & Cloak Co.", Montreal,
Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure rendu ce treizième jour de novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des susdits insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, Notre-Dame est.
Montréal, 13 novembre 1914. 5719

District de Québec.

Paul Gagnon, de la cité de Québec, et y faisant affaires sous la raison sociale de La Jamaica Cigar Factory, a, le 14ième jour de novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre.
Québec, le 14 novembre 1914. 5723

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 371.

In re J. Hershcovici, "The Ideal Ladies Cloak and Novelty Manufacturer", Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, rendu ce treizième jour de novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du susdit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau, dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs,

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1914. 5755

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 65.

Re Thomas Voyer, merchant, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that on November 16th, 1914, we have been appointed curators of the assets of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath in the hands of the undersigned within thirty days of this date.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: Dominion Building,
126, Saint Peter, street.
Quebec, 16th November, 1914. 5712

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 377.

In re Eli Lazarus & Charles A. Kaplan, "The Eagle Skirt & Cloak Co.", Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this 13th day of November, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named Insolvents.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 13th November, 1914. 5720

District of Quebec.

Paul Gagnon, of Quebec and doing business under the name of "La Jamaica Cigar Factory", has on the 14th day of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101, Saint Peter street,
Quebec. 14th November, 1914. 5724

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 371.

In re J. Hershcovici, "The Ideal Ladies Cloak and Novelty Manufacturer", Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court, rendered this thirteenth day of November, 1914, the undersigned have been appointed curators to the above named insolvent Estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east, Montreal.
Montreal, 13th November, 1914. 5756

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 388.

In re Maxime Villeneuve, Maisonneuve,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, a, ce seizième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Subrogé gardien provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, 16 novembre 1914. 5757

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Abraham Aranovitch & Aaron David
Cohen, "Syndicat Saint-Paul", ville Saint-
Paul, Insolvable.

Avis est par le présent donné que les sudsits insolubles ont, ce quatorzième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Subrogé-gardien-provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 16 novembre 1914. 5759

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 404.
In re Assad Salhany, "A. Saad & Co", Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, a ce quatorzième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

H. H. BEAULIEU,
Subrogé-gardien-provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 14 novembre 1914. 5761

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

No 71.
Dans l'affaire de Alexandre Latour, Failli.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable dans quinze jours du présent avis.

A. F. GERVAIS,
Curateur.
Saint-Jean, 14 novembre 1914. 5765

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

No 237.
In re Adolphe Matien et al, Faillis.

Avis est donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire

J. H. BRAULT,
Curateur.
Saint-Armand, 16 novembre 1914. 5767

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 388.

In re Maxime Villeneuve, Maisonneuve,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this 16th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Sub. Provisional Guardian.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 16th November, 1914. 5758

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Abraham Aranovitch & Aaron David
Cohen, "Syndicat Saint-Paul", ville Saint-
Paul, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have this 14th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub-Provisional-Guardain.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame Street East, Montreal.
Montreal, 16th November, 1914. 5760

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 404.
In re Assad Salhany, "A. Saad & Co", Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this 14th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of this creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

H. H. BEAULIEU,
Sub-Provisional-Guardian.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame Street East, Montreal.
Montreal, 14th November, 1914. 5762

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

No. 71.
In the matter of Alexandre Latour, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be payable in fifteen days from the present notice.

A. F. GERVAIS,
Curator.
Saint John's, 14th November, 1914. 5766

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.

No. 237.
In re Adolphe Matien et al, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter which will be payable in fifteen days from the present notice.

J. H. BRAULT,
Curator.
Saint-Armand, 16th November, 1914. 5768

Cour Supérieure.

In re Dolphis Dumouchel, marchand de chaussures, Hull, Qué.,

Avis est par le présent donné que le dit Dolphis Dumouchel, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Cessionnaire.
5747

Hull, 16 novembre 1914.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Frank Steinberg Regd., Montreal,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le quatorzième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
PAUL J. VALENTINE,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24.—55, Saint-François-Xavier.
Montréal, 16 novembre 1914. 5749

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re R. Charland, Joliette, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que le douzième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24.—55, rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 16 novembre 1914. 5751

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Gootheil Bros., 36, rue Notre-Dame, Lachine, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le quatorzième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des dits insolubles.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre les dits insolubles sont requises de les produire dûment attestées sous serment, dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs,
Chambre 24.—55, rue Saint-François-Xavier.
5753

Avis

Avis public est par le présent donné que les syndics de la compagnie de cimetièr "Woodside"

Superior Court.

In re Dolphis Dumouchel, boots and shoes, Hull, Que.,

Notice is hereby given that said Dolphis Dumouchel, has made an abandonment of property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me as soon as possible.

J. E. COUTURE,
Assignee.
5748

Hull, 16th November, 1914.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Frank Steinberg Regd., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 14th day of November, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
PAUL J. VALENTINE,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24.—55, Saint Francois Xavier.
Montreal, 16th November, 1914. 5750

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re R. Charland, Joliette, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of November, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and Liquidators,
Room 24.—55, Saint Francois Xavier street.
Montreal, 16th November 1914. 5752

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Gootheil Bros., 36, Notre Dame street, Lachine, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 14th day of November, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
Room 24.—55, Saint Francois Xavier street.
5754

Notice

Public notice is hereby given that the trustees of the Woodside Cemetery Company of Beebe

de Beebe Plains, dans le comté de Stanstead, P. Q., demanderont à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, de la constituer en corporation en vertu des prescriptions de la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS,
Notaire.

Pour les pétitionnaires.

Stanstead Plain, P. Q., 20 octobre 1914. 5065-5

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, cultivateurs et Dougald Stewart, charpentier, tous du canton Dundee, comté d'Huntingdon, dit district, pour la ratification d'un certain acte de donation en leur faveur passé devant J. A. Cameron, écuyer, notaire, le quinze janvier 1912, en leur qualité de pétitionnaires pour l'incorporation de "Isle of Skye Cemetery Company", avec son bureau principal dans le dit canton Dundee, d'un certain lot de terre décrit dans le dit acte pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs des Pétitionnaires.

180, rue Saint-Jacques, Montréal.

Montréal, 14 octobre 1914.

4937 5

En liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS DES COMPAGNIES ET EN VERTU DES ARTICLES 7552 et s. S. R. Q., 1909.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

No 177.

In re La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton Ltée. (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited)

En Liquidation;

&

Alphonse Turcotte et Joseph Alphonse Turcotte,

Liquidateurs.

Avis est par les présentes donné que les liquidateurs des biens de la dite compagnie en liquidation ont vendu, pour le prix de \$4,000.00 et autres conditions, les propriétés ci-après décrites à J. W. Fortier, de la Cité de Québec. District de Québec, et Henri Levasseur, de la ville de Victoriaville, District d'Arthabaska, suivant offre faite par les dits Fortier et Levasseur, le 15 septembre 1914, et acceptée par les inspecteurs de la dite liquidation le 16 octobre 1914 et aussi acceptée par les dits liquidateurs, le 20 octobre 1914, en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure siégeant pour le District de Saint-François (Honorable Juge Globensky) le dit 20 octobre 1914 et autorisant les dits liquidateurs à accepter la dite offre.

La dite offre et son acceptation, de même que l'autorisation des dits inspecteurs, et copie du dit jugement du 20 Octobre 1914, sont déposées entre les mains des dits liquidateurs dont le bureau est situé au No. 97 de la rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal; et le certificat du bureau

Plain, in the county of Stanstead, P. Q., will apply to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the provisions of the cemeteries act.

CHAS. M. THOMAS,

Notary Public,

For the petitioners.

Stanstead Plain, P. Q., 20th October, 1914.

5066

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in council, by Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, farmers, and Dougald Stewart, carpenter, all of the township of Dundee, county of Huntingdon, said district, for the confirmation of a certain deed of donation executed before J. A. Cameron, esq., N. P., on 15th January, 1912, to themselves, as applicants for the incorporation of Isle of Skye Cemetery Company, with head office in said township of Dundee, of a certain lot of land described in said deed, to be held, owned and used as a cemetery forever.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Applicants.

180, Saint James street, Montreal.

Montreal, 14th October, 1914.

4938

In Liquidation

UNDER THE WINDING-UP ACT AND PURSUANT TO ARTICLES 7552 AND FOLLOWING OF THE Q. R. S., 1909.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis,

No. 177.

In re "La Manufacture de Chaises et Jouets de Wotton, Ltée.", (The Wotton Chair & Toy Manufacturing Company Limited),

In Liquidation;

&

Alphonse Turcotte and Joseph Alphonse Turcotte,

Liquidators.

Notice is hereby given that the liquidators of the assets of the said company, in liquidation, have sold for the price of \$4,000.00 and other conditions, the properties hereafter described to J. W. Fortier, of the City of Quebec, District of Quebec, and Henri Levasseur, of the Town of Victoriaville, District of Arthabaska, according to offer made by the said Fortier and Levasseur, on the 15th September, 1914, and accepted by the inspectors of the said liquidation on the 16th October, 1914, and also accepted by the said liquidators on the 20th October, 1914, pursuant to a judgment rendered by the Superior Court sitting for the District of Saint Francis (Honourable Judge Globensky) the said 20th October, 1914, and authorizing the said liquidators to accept the said offer.

The said offer and acceptance thereof, with the authorization of the said inspectors and copy of the said judgment of the 20th October, 1914, are deposited with the said liquidators, at their office, No. 97 Saint James Street, in the City of Montreal; the certificate of the Re-

d'enregistrement préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, est aussi déposé entre les mains des dits liquidateurs à leur dit bureau.

Description des propriétés.

(a) Un terrain à être pris et détaché et faisant partie du lot numéro Trente A (P. 30 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur tenant en front au nord-est à une rue projetée, du côté nord-ouest partie à une rue projetée et partie au terrain de P. J. O'Bready, ou son représentant, et du côté sud-est au terrain ci-après décrit:

(b) Un terrain à être pris et détaché du lot numéro trente-et-un A (P. 31 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton pour les lots du quatrième rang de la contenance de cent-quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent-quatre-vingt-huit pieds de profondeur, tenant en front une rue projetée du côté sud-est et en profondeur au sud-ouest par le terrain de Domino Bourque et de l'autre côté au nord-ouest le terrain ci-dessus décrit, avec la manufacture et les dépendances de ces terrains et tous les outils, agrès, machines et strappes, outillages, tournants et mouvants appartenant et installés dans les bâtisses de ces terrains

Cet avis est donné afin que tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les dits immeubles, puissent offrir une ou plusieurs surenchères entre les mains des dits liquidateurs suivant la loi, c'est-à-dire suivant les articles 7552 à 7557 des Statuts Refondus de Québec 1909, sur le prix d'achat porté dans la vente susdite, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, c'est-à-dire entre le 28 novembre 1914 et le 14 décembre 1914 à midi, et dans le but de donner aux acquéreurs un titre clair ayant l'effet du décret.

Les dits immeubles ont été possédés dans les trois dernières années par la dite Manufacture de chaises et jouets de Wotton Limitée.

Fait et signé à Montréal ce vingt-septième jour d'octobre 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidateurs.

5287-4

SOUS L'ACTE FEDERAL DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
En liquidation;

and

J. H. Ostigny, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné par J. H. Ostigny, liquidateur dûment nommé à la compagnie sus-décrite, que copie de l'acte de vente d'immeubles par lui faite, en vertu de la section 34 du chapitre 144 des Statuts révisés du Canada, 1906, sur l'ordre de sa Seigneurie l'honorable Juge Guerin, en date du 27 juin 1914, et le certificat du registraire ont été déposés entre les mains d'icelui liquidateur, au No 2574, Avenue du Parc, cité de Montréal. Les possesseurs de ces immeubles durant les trois dernières années, ont été la dite Chrome & Asbestos Mines,

gistry office prepared in the manner prescribed for the certificates required in case of sale of immovables by the sheriff, is also deposited with the said liquidators at their above address;

Description of Properties.

(a) A part of land to be taken and detached from and forming part of the lot number thirty A (P. 30 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front on the north-east by a projected street, on the north-west partly by a projected street and partly by the land of P. J. O'Bready or his representative, and on the south-east by the parcel of land described below:

(b) A parcel of land to be taken and detached from the lot number thirty one A (P. 31 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front by a projected street, on the south west by the land of Domino Bourque, and on the north-west by the parcel of land above described; with the manufactory and dependencies upon the above parcels of land, and all the tools, equipment, machines and belting, instruments and machinery belonging and installed, in the buildings upon the above lands.

This notice is given so that any creditor of the company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the said immovables may offer an increase over the purchase price mentioned in the above sale, according to law, that is according to articles 2552 to 7557 of the Quebec Revised Statutes, 1909, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, that is between the 28th November, 1914 and the 14th December, 1914, at noon, so as to give to the purchasers a clear title having the effect of a sheriff's sale.

The above immovables have been possessed during the last three years by the said Wotton Chair and Toy Manufacturing Limited.

Made and signed at Montreal, this twenty seventh day of October, 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidators.

5288

UNDER FEDERAL WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

The Chrome & Asbestos Mines Ltd.,
In liquidation;

and

J. H. Ostigny, Liquidator.

Notice is hereby given by J. H. Ostigny, liquidator duly appointed to the above described company, that copy of the deed of sale of immovables, made by him in virtue of section 34, chapter 144, revised statutes of Canada, 1906, by order of his Lordship Honorable Judge Guerin, dated the 27th June, 1914, and certificate of search made by the registrar have been deposited in the hands of the said liquidator, at No. 2574 Park Avenue, in the city of Montreal. The owners of those immovables during the last three years have been the Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,

Ltd., et le présent liquidateur, pour les fins de la liquidation d'icelle.

J. H. OSTIGNY,
Liquidateur.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs du liquidateur.

Montréal, 6 octobre 1914. 5235-4

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.

District de Québec,
Province de Québec,
No 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux, Edifice Dominion, 126, rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant Louis Leclerc, notaire public, le 28ème jour d'octobre et portant le numéro 37099 des minutes du dit notaire, de LaRue et Trudel, liquidateurs de La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée, en liquidation, à Jean-Baptiste Jinchereau, de Québec, entrepreneur, dans lequel acte de vente les propriétés vendues sont plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Toutes les propriétés immobilières de la compagnie en liquidation consistant en les lots (566-2) cinq cent soixante-six-deux, (567) cinq cent soixante-sept et partie de (P. 566-1) cinq cent soixante-six-un du cadastre de Saint-Roch de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Prenez aussi avis que les certificats de recherches du registrateur touchant les dites propriétés immobilières ont aussi été déposés entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues comme suit durant les trois dernières années.

Lot 567.—J. B. Rousseau du 9 déc. 1884 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 sept. 1912;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau du 11 janvier 1888 au 28 nov. 1911;
Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 septembre 1912;

Lot 566-1.—Ant. Masson du 5 avril 1909 au 26 septembre 1912.

Et ces trois immeubles ont été la propriété de la Compagnie en Liquidation depuis le 26 septembre 1912.

Les dits actes de vente et certificats du registrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par shérif.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914. 5229-4

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 1513.

Le douzième jour de novembre, mil neuf cent quatorze.

Lamontagne Limitée, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de

and the present liquidator for the purpose of its liquidation.

J. H. OSTIGNY,
Liquidator.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Liquidator.

Montreal, 6th October, 1914. 5236

UNDER THE WINDING-UP ACT.
Superior Court.

District of Quebec,
Province of Quebec.
No. 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidators at their offices Dominion Building, 126, Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale, passed before Louis Leclerc, notary public, on the 28th day of October, 1914, and numbered 37099 of the minutes of said notary, from Larue & Trudel, liquidators of La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Limitée, in liquidation, to Jean Baptiste Jinchereau, of Quebec, contractor, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

All the immoveable properties of the company in liquidation consisting of the lots (566-2) five hundred and sixty-six-two (567) five hundred and sixty seven and part of (P. 566-1) five hundred and sixty six-one, of the cadastre for Saint Roch ward of the city of Quebec—with buildings thereon erected and dependencies.

And further take notice that the registrars' certificates of search against the said immoveable properties have also been deposited with the undersigned liquidators at their offices.

The said immoveable properties were owned and possessed for the past three years, as follows:

Lot 567.—J. B. Rousseau from December 9th, 1884 to Nov. 28th, 1911;
Antoine Masson from November 28th 1911 to Sept. 26th, 1912;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau from January 11th, 1888 to Nov. 28th, 1911;
Ant. Masson from Nov. 28th, 1911 to September 26th, 1912;

Lot P. 566-1.—Ant. Masson from April 5th, 1909 to Sept. 26th, 1912;

Since the 26th September 1912, those three immoveables, were owned and possessed by the company in liquidation.

The said deed of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of Articles 7552 and following of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Dated at Quebec, this twenty ninth day of October, 1914. 5230

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1573.

The twelfth day of November, nineteen hundred and fourteen.

Lamontagne Limitée, a body politic and corporate, having its principal place of business in

Montréal, district de Montréal, Demandeur; vs Alfred Morin & Fils, société commerciale faisant affaires à l'Ange Gardien, Rouville, district de Saint-Hyacinthe, Défendeurs; et L. Chaput, Fils & Cie Limitée, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Opposante.

Sur l'ordre de l'honorable Juge Charbonneau, de cette cour, donné le douzième jour de novembre, mil neuf cent quatorze, les créanciers des dits défendeurs, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en corformité à l'article 673 du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
Dép. P. C. S.

5721

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 4194.

Farrell, Belisle & Company Limited, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Dame A. Samson, de Fraserville, district de Kamouraska, veuve de A. S. Ouellet, de son vivant du même endroit, la dite Dame A. Samson, faisant affaires seule comme marchande publique, à Fraserville susdit, Défenderesse.

Sur l'ordre de l'honorable juge Charbonneau, donné le neuvième jour de novembre, 1914, vu les allégations de l'insolvabilité de Dame A. Samson, de Fraserville, district de Kamouraska, la défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-674 du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
Dép. P. C. S.

Montréal, 14 novembre 1914.

5715

Résolutions

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
Municipalité du comté de Bonaventure.

AVIS

Avis public est par les présentes donné par le soussigné George M. Kempffer, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité du comté de Bonaventure, que le conseil de la dite municipalité, à une assemblée générale d'icelle, tenue à l'Hôtel-de-Ville, à New-Carlisle, dans les dits comté et district, le neuvième jour de Septembre, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent quatorze, adopta et passa la résolution suivante, savoir:

"Qu'il soit ordonné par résolution de ce Conseil, que la requête des habitants de la paroisse de Saint-Siméon, soit accordée, et que tout le terri-

the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff; vs. Alfred Morin & Fils, commercial society, doing business at L'Ange Gardien, Rouville, district of Saint Hyacinthe, Defendants; and L. Chaput, Fils & Cie Limitée, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Opposant.

Under the order of the honourable Justice Charbonneau, of this court, given on the twelfth November, nineteen hundred and fourteen, the creditors of the said defendants, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the Prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,
Dép. P. S. C.

5722

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4194.

Farrell, Belisle & Company Limited, a body politic and incorporate, having its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Dame A. Samson, of Fraserville, district of Kamouraska, widow of S. A. Ouellet, in his lifetime of the same place, the said Dame A. Samson, doing business alone as public merchant, at the said Fraserville Defendant.

By order of the honourable Justice Charbonneau, given on the ninth of November, 1914, and seeing the allegations concerning the insolvency of Dame A. Samson, of Fraserville, district of Kamouraska, the defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called to file them in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,
Dep. P. S. C.

Montreal, 14th November, 1914.

5716

Resolutions

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure,
Municipality of the county of Bonaventure.

NOTICE

Public notice is hereby given by the undersigned, George M. Kempffer, secretary-treasurer of the municipal council of the municipality of the county of Bonaventure, that the council of the said municipality at a general meeting of the same held at the town hall, at New Carlisle, in the said county and district, on the ninth day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, passed and adopted the following resolution, to wit:

"Be it ordained by resolution of this council that the petition of the inhabitants of the parish of Saint Siméon, be granted, and that all the

toire décrit dans l'ordre en conseil y référant, et contenue dans la dite requête, soit érigée en une municipalité de paroisse, sous le nom de "La Municipalité de la paroisse de Saint-Siméon", pour tous les fins municipales, tel que pourvu par le code municipal et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit respectueusement requis d'approuver la présente résolution".

Laquelle résolution a été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil suivant avis reçu au bureau du dit conseil le vingt-neuvième jour du mois d'octobre, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent quatorze.

Donné à New-Carlisle, dans les dits comté et district, ce septième jour de Novembre, l'année mil neuf cent quatorze.

G. M. KEMPFER,
Secrétaire-trésorier,

5537-2 Municipalité du comté de Bonaventure.

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAGUENAY.

Avis public est par le présent donné par moi, L. F. Boucher, que le conseil de cette municipalité, à la séance du 5 octobre 1914, a passé une résolution à l'effet d'ériger en municipalité locale sous le nom de la "Municipalité des Sept Cantons Unis de Saguenay", et que la dite résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil, le vingt-neuvième jour d'octobre, 1914.

Donné à les Escoumains, ce 10 novembre 1914.

L. F. BOUCHER,
Secrétaire Trésorier.
C. de C. Saguenay.

5567-2

Vente par encan

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, Jeudi, le troisième jour de Décembre, 1914, à dix heures A. M. dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la Cité de Montreal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique par J. O. APPS,
Agent général du bagage.

Montréal, 9 octobre, 1914. 4875-5

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE TERREBONNE.

Avis public est par le présent donné que la ville de Terrebonne fera vendre, par son secrétaire-trésorier soussigné, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi, les immeubles suivants, appartenant

territory described in the order in council, referred to in the said petition, be erected into a parish municipality, under the name of "The Municipality of the parish of Saint Siméon", for all municipal purposes, as provided for by the municipal code, and that the Lieutenant Governor in council be respectfully requested to approve the present resolution".

Which said resolution has been duly approved of by the Lieutenant Governor in council, as per notice received at the office of the said council, dated the twenty ninth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen.

Given at New Carlisle, in the said county and district, this seventh day of November, in the year one thousand nine hundred and fourteen.

G. M. KEMPFER,
Secretary Treasurer,

5538 Municipality of the county of Bonaventure.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF SAGUENAY.

Public notice is hereby given by the undersigned, L. F. Boucher, that the Council of the aforesaid municipality, at a meeting held on the 5th October, 1914, has adopted a resolution for the erection of a local municipality under the name of "Municipality of the Sept cantons Unis du Saguenay" and that the said resolution was approved by His Honor the Lieutenant Governor in council, on the twenty ninth day of October, 1914.

Given at Les Escoumains, this 10th November, 1914.

L. F. BOUCHER,
Secretary Treasurer,
C. C. of Saguenay.

5568

Auction Sale

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the 3rd day of December, 1914, at ten o'clock A. M. in the west end of its Windsor Street Station, with entrance on Osborne Street, in the City of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the Company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company per J. O. APPS,
General Baggage Agent.

Montreal, 9th October, 1914. 4876

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF TERREBONNE.

Public notice is hereby given that the town of Terrebonne, will sell, through its secretary-treasurer, the undersigned, at the Catholic church door of the parish of Saint Louis de Terrebonne, on MONDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, the following immoveables, belonging

nant à Trefflé Lagarde et à Dame Sophie Lavigne pour défaut de paiement de taxes, savoir:

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le No officiel quinze (No 15) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du côté de Terrebonne,—avec la maison et les autres bâtisses dessus érigées.

2. Un autre lot de terre connu et désigné comme étant le No officiel seize (No 16) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du côté de Terrebonne—avec la maison et les autres bâtisses dessus érigées.

Terrebonne, ce douze novembre, mil neuf cent quatorze.

(Signé) AMEEDÉ JASMIN,
Secrétaire-trésorier.

Vraie copie,
AMEEDÉ JASMIN,
5707 Secrétaire-trésorier.

to Trefflé Lagarde and to Dame Sophie Lavigne, in default of the payment of taxes, to wit:

1. A lot of land known and designated as being the official number fifteen (No. 15) of the town of Terrebonne, upon the hypothecary cadastre of the county of Terrebonne,—with the house and other buildings erected thereon.

2. Another lot of land known and designated as being the official number sixteen (No. 16) of the town of Terrebonne—with the house and other buildings erected thereon.

Terrebonne, this twelfth day of November, one thousand nine hundred and fourteen.

(Signed) AMEEDÉ JASMIN,
Secretary-treasurer.

True copy,
AMEEDÉ JASMIN,
Secretary-treasurer. 5708

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME MARIE
No 117. } LOUISE BEAUDET, Demanderesse; contre RICHARD ST-PIERRE, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de la jouissance et de l'usufruit des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à une heure de l'après-midi, le troisième jour de Mars 1914, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, aura lieu au même endroit et à la même heure le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 novembre 1914. 5791
[Première publication, 21 Novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir: } A MEDE LESSARD,
No 1933. } Demandeur; contre ROBERT LAYCRAFT, Défendeur.

Le lot de terre numéro six cent quatre-vingt-dix-neuf (699) du cadastre officiel pour le canton d'Inverness, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 27 octobre 1914. 5233-2
[Première publication, 31 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME MARIE-LOUISE BEAUDET, Plaintiff; against RICHARD ST-PIERRE, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the enjoyment and usufruct of the immovables seized in this cause which were to take place, at one o'clock in the afternoon, on the third day of March last, at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, will now take place at the same church door and same hour, on the SEVENTH day of DECEMBER next, 1914.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th November, 1914. 5792
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit: } A MEDE LESSARD,
No 1933. } Plaintiff; against ROBERT LAYCRAFT, Defendant.

Lot of land number six hundred and ninety nine (699) of official cadastre for the township of Inverness, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office, for the county of Megantic, at Inverness, on the SECOND day of DECEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 27th October, 1914. 5234
[First published, 31st October, 1914.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

23 NOV 1914

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Bedford.

 Province de Québec,
 District de Bedford. } **CHARLES HOLLIS**
 No 9354. } **KATHAN et al,**
es-qual., Demandeurs;

 contre les biens et effets, terres et héritages
 de **ALBERT GARDNER**, Défendeur.

 Ce certain lot de terre situé dans le canton
 Potton, dans le district de Bedford et mainte-
 nant connu sur le plan officiel et dans le livre de
 renvoi du dit canton Potton, comme lot de
 cadastre numéro mille vingt-cinq (1025) ancien-
 nement connu comme étant partie du lot numéro
 huit dans le dixième rang du dit canton, conte-
 nant cent vingt-cinq (125) acres, plus ou moins—
 avec toutes les améliorations dessus.

 Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Saint-Cajetan de Potton,
 (appelée Mansonville) dit district de Bedford, le
VINGT-TROISIEME jour de **DECEMBRE**
 prochain, 1914, à **DEUX** heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

 Bureau du shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 18 novembre 1914. 5789
 [Première publication, 21 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi
AVIS PUBLIC est par le présent donné que
 les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

 Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN CO. OF**
 No 2800. } **CANADA; vs ADELARD GAGNE**, du canton
 Taché, dans le comté de Chicoutimi.

 Un certain ot de terre situé dans le canton
 Taché, dans le comté de Chicoutimi, connu et
 désigné sous le numéro quarante-cinq du cadastre
 du sixième rang du dit canton, contenant cent
 acres en superficie, plus ou moins—avec les
 bâtisses dessus construites.

 Pour être vendu à la porte de l'église de la
 paroisse de Taché, le **PREMIER** jour de **DE-**
CEMBRE, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

 Bureau du shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 27 octobre 1914. 5271-2
 [Première publication, 31 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Gaspé
AVIS PUBLIC est par le présent donné que
 es **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 espectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la Cour de Circuit

 Canada, } **ROBIN, JONES**
 Province de Québec, } & **WHIT-**
 District de Gaspé, } **MAN, LIMIT-**
 Comté de Bonaventure. } **TED, mar-**
 No 198. } **chands, Deman-**

 deurs; contre les biens et effets et les terres et
 héritages de **GREGOIRE LANGLOIS** (fils Au-
 gustin), cultivateur et pêcheur, Défendeur.

 Un morceau ou parcelle de terrain à l'endroit
 3

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford.

 Province of Quebec, } **CHARLES HOLLIS**
 District of Bedford. } **KATHAN, et al,**
 No. 9354. } *es-qual., Plaintiffs;*

 against the goods and chattels, lands and tene-
 ments of **ALBERT GARDNER**, Defendant.

 That certain piece of land situated in the
 township of Potton, in the district of Bedford and
 now known on the official plan and in the book
 of reference of the said township of Potton, as
 cadastral lot number ten hundred and twenty
 five (1025), formerly known as part of lot number
 eight in the tenth range of said township, con-
 taining one hundred and twenty five (125) acres,
 more or less—with all improvements thereon.

 To be sold at the parochial church door of the
 parish of Saint Cajetan de Potton, (at Manson-
 ville so called) said district of Bedford, on the
TWENTY THIRD day of **DECEMBER** next,
 1914, at the hour of **TWO** of the clock in the
 afternoon.

CHAS. S. COTTON,

 Sheriff's office, Shérif.
 Sweetsburg, 18th November, 1914. 5790
 [First published, 21st November, 1914.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi
PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respec-
 tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

 Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
 No. 2800. } **CO. OF CANADA;**
 vs **ADELARD GAGNE**, of the township of
 Taché, in the county of Chicoutimi.

 A certain lot of land situate in the township
 of Taché, in the county of Chicoutimi, known
 and designated under the number forty five of the
 cadastre of the sixth range of the said township,
 containing one hundred acres in superficies, more
 or less—with the buildings erected thereon.

 To be sold at the church door of the parish
 of Taché, on the **FIRST** day of **DECEMBER**, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

 Sheriff's office, Shérif.
 Chicoutimi, 27th October, 1914. 5272
 [First published, 31st October, 1914.]

Sheriff's Sales—Gaspé
PUBLIC NOTICE is hereby given that the
 under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
 have been seized, and will be sold at the respec-
 tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Circuit Court.

 Canada, } **ROBIN, JONES**
 Province of Quebec, } & **WHITMAN**
 District of Gaspé, } **LIMITED, Mer-**
 County of Bonaventure. } **chants, Plain-**
 No. 198. } **tiffs; against**

 the goods and chattels and the lands and tene-
 ments of **GREGOIRE LANGLOIS** (fils Augustin),
 farmer and fisherman, Defendant.

A piece or portion of land at the place called

appelé L'Anse-à-la-Barbe, dans la municipalité de Sainte-Germaine de L'Anse-aux-Gascons, dans les comté et district susdits, faisant partie de la subdivision primitive marquée F, borné en front par un chemin, à l'ouest par le lot cadastral No 342; au nord par le 3e rang; à l'est par le lot cadastral No 344. Le dit morceau ou parcelle de terrain connue comme étant le lot No 343 des plan et livre de renvoi ou cadastre du canton Port-Daniel, mesurant quarante-sept chaînes de largeur par soixante-treize chaînes de profondeur et contenant 3.43-100 acres de terre en superficie—avec une maison et une grange dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Germaine de l'Anse aux Gascons, JEUDI le TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD,
Bureau du shérif, Shérif, C. B.
New-Carlisle, 28 octobre 1914. 5273-2
[Première publication, 31 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit pour le district d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } ALPHONSE F. GER-
No 2472. } VAIS, Demandeur;
contre L. J. T. DECARY, Défendeur.

Un morceau de terrain situé sur le bord de la rivière Richelieu, en la paroisse de Saint-Jean-l'Evangeliste, dans le district d'Iberville, faisant partie du lot connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro quarante-quatre (P. No 44); contenant ce dit morceau de terrain, cent quatre-vingts pieds de largeur, à partir d'une distance de sept cent vingt pieds de la ligne nord du dit numéro quarante-quatre, en allant vers le sud (mesure anglaise); sur un arpent de profondeur à partir de la marque faite par l'eau haute de la dite rivière ou environ deux cents pieds de profondeur à partir de l'eau la plus basse de la dite rivière en allant vers l'ouest (toujours mesure anglaise); borné à l'est par la dite rivière Richelieu, à l'ouest, au sud et au nord par le résidu du dit lot numéro quarante-quatre—avec une maison et autres bâtisses dessus construites et un passage mitoyen pour communiquer du terrain ci-dessus décrit, au chemin du roi.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Jean-l'Evangeliste, en la ville de Saint-Jean, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,
Bureau du shérif, Shérif,
Saint-Jean, 17 novembre 1914. 5 95
[Première publication, 21 novembre 1914.]

L'Anse à la Barbe, in the municipality of Sainte Germaine de l'Anse aux Gascons, in the county and district aforesaid, forming part of letter F original subdivision; bounded in front by a road, on the west by cadastral lot No. 342; on the north by the 3rd range; on the east by cadastral lot No. 344. The said piece or portion of land, known on the cadastre and book of reference of the township of Port Daniel as cadastral lot No. 343, measuring forty seven links in breadth by seventy three chains in depth and containing 3.43-100 acres of land in superficies—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Germaine de l'Anse aux Gascons, on THURSDAY, the THIRD day of DECEMBER next ensuing at the hour of FOUR o'clock in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's office, Sheriff, C. B.
New-Carlisle, 28th October, 1914. 5274
[First published, 31st October, 1914.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court for the district of Iberville.

Saint Johns, to wit: } ALPHONSE F. GER-
No. 2472. } VAIS, Plaintiff;
against L. J. T. DECARY, Defendant.

A piece of ground situate on the shore of the river Richelieu, in the parish of Saint John the Evangelist, in the district of Iberville, forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under the number forty four (P. No. 44); containing this said piece of ground, one hundred and eighty feet in width, starting from a distance of seven hundred and twenty feet from the northern line of the said lot number forty four, going towards the south (english measure); by one arpent in depth, starting from the high water mark of the said river or about two hundred feet in depth starting from the lowest water of the said river going towards the west (always english measure); bounded to the east by the said river Richelieu, to the west, to the south and to the north by the remainder of the said lot number forty four—with a house and other buildings thereon erected, and a right of way in common to communicate from the piece of ground above described to the king's road.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint John the Evangelist, in the town of Saint John, said districts, the TWENTY SECOND day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,
Sheriff's Office, Sheriff,
Saint Johns, 17th November, 1914. 5796
[First published, 21st November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Kamoursaka

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } **CANADIAN**
No 5495. } **STEEL &**
WIRE CO., Demanderesse; vs. **HUBERT PEL-**
LETIER, Défendeur.

Un certain terrain ou emplacement de cinquante-cinq pieds de largeur, sur cent huit pieds de profondeur, plus ou moins, faisant partie du lot numéro trente-trois B (No 33-B), situé sur le quatrième rang de la paroisse de Saint-Hubert, 2e rang du canton Demers, borné à l'ouest et au nord par sieur Mathias Saindon, au sud, par le sud du chemin dit chemin de l'école, le dit chemin privé faisant partie du dit emplacement dont il est servitude pour la confection et l'entretien, et à l'est par sieur Thomas Dubé—avec bâtisse dessus construite, savoir: une maison un hangar et une écurie avec remise. Le tout tel qu'il est actuellement, circonstance et dépendance.

Pour être vendu en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1914, à UNE heure de l'après-midi.

E. VALLIERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.
Fraserville, 17 novembre 1914. 5763
[Première publication, 21 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **JAMES D. STE-**
No 1395. } **WART**, de la ville
de Montmagny, Demandeur; contre **JOSEPH**
MERCIER, de la cité de Montréal, Défendeur.

La ($\frac{1}{2}$) demie est du lot No un, et le lot No deux, connues et désignés au cadastre officiel du canton Ashburton, dans le sixième rang—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 18 novembre 1914. 5775
[Première publication, 21 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } **CANADIAN**
No. 5495. } **STEEL &**
WIRE CO., Plaintiff; vs. **HUBERT PELLE-**
TIER, Defendant.

A certain lot of land or emplacement of fifty five feet in width by one hundred and eight feet in depth, more or less, forming part of the lot number thirty three B, (No. 33-B), situated on the fourth range of the parish of Saint Hubert, 2nd range of the township of Demers; bounded on the west and north by Mathias Saindon, on the south by the south side of the road called "Chemin de l'école", the said private road forming part of the said emplacement and being a servitude attached thereto as to the making and maintenance thereof, and on the east by Thomas Dubé—with the buildings erected thereon to wit: a house, one store and a stable with shed. The whole in its present condition, circumstances and dependencies.

To be sold in one lot at the church door of the parish of Saint Hubert, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

E. VALLIERE,

Sheriff's office, Deputy-sheriff.
Fraserville, 17th November, 1914. 5764
[First published, 21st November, 1914.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **JAMES D. STE-**
No. 1395. } **WART**, of the
town of Montmagny, Plaintiff; against **JOSEPH**
MERCIER, of the city of Montreal, Defendant.

The east half ($\frac{1}{2}$) of the lot No. one and the lot No. two, known and designated upon the official cadastre of the township of Ashburton, in the sixth range—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Saint Rosaire, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 18th November, 1914. 5776
[First published, 21st November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**IRAM MOSES
No 1638. } LEVINOFF, De-
mandeur; contre ETHAN J. HOLLAND, Dé-
fendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine, coin de l'Avenue Elgin, maintenant Avenue Melville, dans la cité de Montréal, contenant cent sept pieds et deux pouces de largeur en front par environ cent dix pieds de largeur en arrière entre la dite Avenue Elgin tel qu'élargie et le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept, par cent quarante-sept pieds de profondeur, suivant la ligne de division de l'Avenue Elgin et par cent quarante-huit pieds de profondeur suivant la ligne de division entre le lot numéro deux cent cinquante-un et le dit lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept donnant une superficie de seize mille seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; le dit emplacement se composant de la partie sud-est du lot numéro deux cent cinquante-un (Ptie S-E. 251), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite partie du lot étant borné en front par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par une autre partie du lot numéro deux cent cinquante-un du dit plan, sur un côté par le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept du dit plan et sur l'autre côté par une autre partie du dit lot numéro deux cent cinquante-un du même plan maintenant partie de la dite avenue Elgin, tel qu'élargie.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. L. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 novembre 1914. 5725
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A**ME ALICE LE-
No 3884. } DUC, fille majeure
et usant de ses droits, Demanderesse; contre H.
BENOIT, Défendeur.

(a).—Une terre connue et désignée sous le numéro deux cent cinquante-deux (252) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Boucherville, contenant quatre-vingt-quatorze arpents en superficie et étant de figure irrégulière; borné à un bout par les numéros deux cent cinquante et un et deux cent cinquante-trois (251 et 253), à l'autre bout par la ligne limitative sud-est de la dite paroisse, d'un côté par le numéro deux cent cinquante-un (251) et de l'autre côté par le numéro deux cent cinquante-trois (253)—avec bâtisses dessus construites.

(b).—Une terre composée comme suit, savoir:
1. D'une partie du lot numéro cent cinquante-cinq (155) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville; bornée au nord-ouest par les terres du troisième rang, au sud-est par celles du cinquième rang, d'un côté du nord-est par la partie du lot sus-décrit et de l'autre côté par Eucher-Chef—avec bâtisses y érigées, la

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**IRAM MOSES
No. 1638. } LEVINOFF,
Plaintiff; against ETHAN J. HOLLAND, De-
fendant.

An emplacement fronting on Sainte Catherine street, corner of Elgin Avenue, now Melville Avenue, in the city of Montreal, containing one hundred and seven feet and two inches in width in front, by about one hundred and ten feet in width in rear between said Elgin Avenue as widened and the lot number two hundred and fifty two subdivision seven, by one hundred and forty seven feet in depth, along the division of Elgin Avenue, and by one hundred and forty eight feet in depth along the division line between the lot number two hundred and fifty-one and the said lot number two hundred and fifty-two subdivision seven giving a superficial area of sixteen thousand sixteen feet, english measure and more or less; said emplacement being composed of the south easterly part of the lot number two hundred and fifty one (Pt. S-E. 251), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said part of lot being bounded in front by said Sainte Catherine street, in rear by another part of the said lot number two hundred and fifty one on said plan, on one side by the lot number two hundred and fifty two subdivision seven in the said plan and on the other side by another part of said lot number two hundred and fifty-one on the same plan now part of said Elgin Avenue, as widened.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th November, 1914. 5726
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**AME ALICE LE-
No. 3884. } DUC, spinster in the
full exercise of her rights, Plaintiff; against H.
BENOIT, Defendant.

(a).—A land known and designated under the number two hundred and fifty two (252) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Boucherville, containing ninety four arpents in superficies and of irregular outline; bounded at one end by the numbers two hundred and fifty one and two hundred and fifty three (251 and 253), at th; other end by the south east boundary line of the said parish, on one side by the number two hundred and fifty one (251) and on the other side by the number two hundred and fifty three (253) — with the buildings erected thereon.

(b).—A land composed as follows, to wit:
1. Of a part of the lot number one hundred and fifty five (155) of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville; bounded on the north west by the lands of the third range, on the south east by the lands of the fifth range, on one side to the north east by the part of lot above described and on the other

dite partie du lot mesurant environ cent arpents (100) en superficie et sise au quatrième rang de la dite paroisse de Boucherville; 2. D'une autre partie du même lot cent cinquante-cinq (155), contenant environ cinquante-sept arpents (57) en superficie; tenant au nord-ouest à Napoléon Huette, au sud-est au chemin de front, d'un côté au nord-est au chemin de route et de l'autre côté au reste de la terre présentement décrite—avec maisons et bâtisses y érigées.

(c).—Une terre connue et désignée sous le numéro cent cinquante-trois (153) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Boucherville; bornée en front par le chemin public du quatrième rang de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Boucherville, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 17 novembre 1914. 5781
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Montréal, à savoir: } J. RAYMOND LA-
No 177. } POINTE, Curateur,
aux biens de J. Arthur Meloche, Failli.

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Papineau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, contenant vingt pieds de largeur par cinquante-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro un (No 1-114) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses dessus construites portant les Nos 1890 et 1892 de la rue Papineau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 18 novembre 1914. 5779
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH GAUTHIER,
No 3378. } Demandeur; contre
ARTHUR PIERRE DESAMBOR, Défendeur.

Un lopin de terre en bois debout, situé en la paroisse de Boucherville, au quatrième rang et formant partie de l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante et quatorze (partie No 174), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville; borné vers le nord-est par partie du lot numéro cent soixante et quatorze, appartenant à M. Eusèbe Robert, au sud-est par les lots numéros cent quatre-vingt-deux et cent quatre-vingt-trois (Nos 182 et 183), au sud-ouest par le lot numéro cent soixante et treize (173), et au nord-ouest par partie du lot numéro cent soixante et quatorze (174), appartenant à M. Azarie Huet dit Dulude; le dit lopin de terre mesure sept cent quarante-trois pieds dans la ligne sud-est, dix-huit cent cinquante-cinq pieds dans la ligne sud-ouest et sept cent cinquante-cinq pieds dans la ligne nord-ouest, ces deux dernière lignes faisant entre elles un angle intérieur de 910, 30', formant en tout trente-sept arpents et soixante et treize centièmes en superficie, mesure anglaise. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives

side by Eucher-Chef—with the buildings erected thereon, the said part of lot measuring about one hundred (100) arpents in superficies and lying in the fourth range of the said parish of Boucherville; 2. Of another part of the same lot one hundred and fifty five (155), containing about fifty seven (57) arpents in superficies; bounded on the north west by Napoléon Huette, on the south east by the front road, on one side on the north east by the by-road and on the other side by the remainder of the land herein described—with houses and buildings erected thereon.

(c).—A land known and designated under the number one hundred and fifty three (153) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Boucherville; bounded in front by the public road of the fourth range of the said parish—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TWELFE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 17th November, 1914. 5782
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Montreal, to wit: } J. RAYMOND LA-
No 177. } POINTE, Curator,
to the property of J. Arthur Meloche, Insolvent.

A lot of land fronting on Papineau Avenue, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, containing twenty feet in width by fifty eight feet in depth, english measurements and more or less, known and designated under the number one hundred and fourteen of the official subdivision of the lot number one (No. 1-114) of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint-Louis—with all buildings erected thereon bearing the Nos. 1890 and 1892 Papineau street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 18th November, 1914. 5780
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH GAUTHIER,
No 3378. } Plaintiff; against AR-
THUR PIERRE DESAMBOR, Defendant.

A small lot of land in starting timber, situate in the parish of Boucherville, in the fourth range and forming part of the immovable known and designated as being the lot number one hundred and seventy four (Pt. No. 174), of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville; bounded towards the north east by that part of lot number one hundred and seventy four, belonging to Mr. Eusèbe Robert, on the south east by the lots numbers one hundred and eighty two and one hundred and eighty three (Nos. 182 and 183), on the south west by the lot number one hundred and seventy three (No. 173), and on the north west by that part of the lot number one hundred and seventy four (174), belonging to Mr. Azarie Huet alias Dulude; the said small lot of land measuring seven hundred and forty three feet on the south east line, eighteen hundred and fifty five feet on the south west line, and seven hundred and fifty five feet on the north west line; the two last mentioned lines meeting at an angle of 910, 30', the lot containing thirty seven arpents and seventy three hundredths in

et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt-troisième jour de juillet 1914, à onze heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Boucherville; aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à la porte de l'église de la paroisse de Boucherville.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 17 novembre 1914. 5743
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MELLE SALOME
No 1914. } BERGERON,
Demanderesse; contre J. W. LAVOIE, Défendeur.

1. Un lot de terre situé sur le niveau du chemin public du village de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et sept (467), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, contenant cinquante-quatre pieds de largeur sur un arpent de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses sus-érigées.

2. Un autre lot de terre situé sur le niveau du chemin public au village de la paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, à prendre sur la partie sud-ouest du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante-six (No 466) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin et contenu dans les bornes suivantes:—Au sud, en front sur le chemin public une ligne partant de la ligne séparative des dits lots, Nos 466 et 467 des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, prolongée vers l'est en suivant le chemin public sur une longueur de trente-cinq pieds, au sud-est, une ligne partant de ce dernier point prolongée parallèlement à la ligne séparative des dits lots Nos 466 et 467 sur une longueur de cent vingt pieds, au sud encore, une ligne partant de ce dernier point prolongée vers l'est perpendiculairement à la ligne en dernier lieu décrite sur une longueur de vingt-trois pieds, au sud-est encore, une ligne partant de ce dernier point prolongée parallèlement à la dite ligne séparative des dits lots Nos 466 et 467 à une distance de cinquante-huit pieds de cette dernière sur une longueur de soixante pieds, c'est-à-dire jusqu'à la ligne nord à la profondeur du dit lot No 466, au nord la dite ligne de profondeur du dit lot No 466 à partir du point au dernier lieu mentionné et prolongée sur une longueur de cinquante-huit pieds parallèlement au chemin public à une distance de cent quatre-vingt pieds de ce dernier jusqu'à la ligne séparative des dits lots Nos 466 et 467 au sud-ouest par cette dernière ligne séparative à partir du dernier point mentionné sur une longueur de cent quatre-vingt pieds jusqu'au chemin public sans bâtisses. Les dits lots pour être vendus à charge de faire et entretenir pour toujours les clôtures qui les entourent et les fossés qui s'y trouvent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. L. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 novembre 1914. 5727
[Première publication, 21 novembre 1914.]

superficies, english measure. The whole in its present condition with all active and passive apparent or non-apparent servitudes attached to the said immoveable.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present case, which should have taken place, on the twenty third day of July, 1914, at eleven o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Boucherville; will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at the church door of the parish of Boucherville.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 17th November, 1914. 5744
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS SALOME
No. 1914. } BERGERON,
Plaintiff; against J. W. LAVOIE, Defendant.

1. A lot of land situate and fronting upon the public road, in the village of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, known and designated under the number four hundred and sixty seven (467) of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Martin, containing fifty four feet in width by one arpent in depth, more or less—with the buildings erected thereon.

2. Another lot of land situate and fronting upon the public road in the village of the parish of Saint Martin, in the county of Laval, to be taken from the south west part of the lot known and designated under the number four hundred and sixty six (No. 466) of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, and contained within the following limits: On the south, in front on the public road, a line starting from the division line of the said lots Nos. 466 and 467 of the said official plan and book of reference of the parish of Saint Martin, prolonged towards the east along the public road for a distance of thirty five feet, on the south east, a line starting from this latter point prolonged parallelly to the division line of the said lots Nos. 466 and 467 for a distance of one hundred and twenty feet, on the south again, a line starting from this latter point prolonged towards the east perpendicularly to the line lastly described, for a distance of twenty three feet, on the south east again, a line starting from this latter point prolonged parallelly to the said division line of the said lots Nos 466 and 467, at a distance of fifty eight feet thereof, for a distance of sixty feet, that is to say to the north depth line of said lot No 466 starting from the last mentioned point and prolonged for a distance of fifty eight feet parallelly to the public road, at a distance of one hundred and eighty feet thereof, to the division line of the said lots Nos. 466 and 467, on the south west by this last mentioned division line starting from the last mentioned point for a distance of one hundred and eighty feet to the public road—without buildings. The said lots to be sold subject to the making and maintenance for ever of the fences enclosing them and the ditches thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th November, 1914. 5728
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Terrebonne.*

Montréal, à savoir: } **AUL EMILE PA-**
 No 249. } **QUIN,** Deman-
 deur; contre **GEORGES CARSON,** Défendeur.

L'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, sous le numéro cent cinquante—avec les bâtisses dessus érigées; borné en front vers le nord-ouest par la rivière Jésus.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose, le QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 28 octobre 1914. 5275-2
 [Première publication, 31 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Montréal, à savoir: } **WILLIAM McNULTY,**
 No 22. } Demandeur; contre
L. P. FOURNIER, l'un des Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, sous le numéro neuf cent vingt et un de la subdivision du lot numéro cent soixante et douze (172-921), des dits plan et livre de renvoi officiels; borné en front par la rue Dandurand—avec constructions et bâtiments sus-érigés, avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot, en commun avec ceux y ayant droit et avec obligations ordinaires d'entretiens, ainsi que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
 Montréal, 27 octobre 1914. 5279-2
 [Première publication, 31 octobre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **A BANQUE D'HO-**
 No 2899. } **CHELAGA,** corps
 politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre **L. J. MARCHAND,** du même lieu, l'un des Défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et un de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et deux de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et trois de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et quatre de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Terrebonne.*

Montreal, to wit: } **PAUL EMILE PAQUIN,**
 No. 249. } Plaintiff; against
GEORGES CARSON, Defendant.

The immoveable known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Rose, under the number one hundred and fifty—with the buildings erected thereon; bounded in front towards the north west by the river Jesus.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Rose, on the FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 28th October, 1914. 5276
 [First published, 31st October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville.*

Montreal, to wit: } **WILLIAM McNULTY,**
 No. 22. } Plaintiff; against
L. P. FOURNIER, one of the Defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of "Côte de la Visitation", under the number nine hundred and twenty one of the subdivision of the lot number one hundred and seventy two (172-921), of the said official plan and book of reference; bounded in front by Dandurand street—with the constructions and buildings erected thereon, with a right of way in the lane in the rear of the said lot, in common with other having right thereto and with the ordinary charges of maintenance, the whole in its actual state with the active and passive servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 27th October, 1914. 5280
 [First published, 31st October, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE BANK OF HO-**
 No. 2899. } **CHELAGA,** a body
 politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against **L. J. MARCHAND,** of the same place, one of the Defendants.

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty one of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty two of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty three of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty four of the subdivision of the lot number three thousand

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, cité de Montréal;

Partie du lot numéro deux cent soixante-cinq de la même subdivision, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante-cinq, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante-quatre et au sud par partie du lot deux cent soixante et six de la même subdivision, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot deux cent soixante-six de la même subdivision, bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot deux cent soixante et six, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et cinq, au sud par partie du lot numéro deux cent soixante et sept, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot numéro deux cent soixante et sept de la même subdivision, bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante et sept, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et six, au sud par partie du lot deux cent soixante et huit, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-huit de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal; le tout—avec les bâtisses érigées sur les susdits lots et pour être vendus comme une seule et même exploitation, sous la réserve d'un droit de passage sur la partie à être vendue telle que ci-dessus désignée du lot deux cent soixante-sept de la même subdivision du dit lot officiel No 3912.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du shérif, Député-Shérif.
Montréal, 29 octobre 1914. 5033-2
[Première publication, 24 octobre 1914 est nulle.]
[Première publication, 31 octobre 1914.]

Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } RUST AND LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF
No 3830. } CANADA, De-
manderesse vs NOE BROUILLARD, Défendeur
et KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE, Procureurs.

nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, City of Montreal;

Part of the lot number two hundred and sixty five of the same subdivision, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty five, on the north by part of the lot number two hundred and sixty four and on the south by part of the lot two hundred and sixty six of the same subdivision, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty six of the same subdivision, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot two hundred and sixty six, on the north by part of the lot number two hundred and sixty five on the south by part of the lot number two hundred and sixty seven, the said part of lot measuring sixty-nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty seven of the same subdivision, bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty seven, on the north by part of the lot number two hundred and sixty six on the south by part of the lot two hundred and sixty eight, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less.

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty eight of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty nine of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal, the whole—with the buildings erected upon the aforesaid lots, and to be sold as the one and same plot, under the reserve of a right of way upon the above described part of the lot number two hundred and sixty seven of the official lot No. 3912, for sale herewith.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Montreal, 29th October, 1914. 5034
[First published, 24th October, 1914, is null.]
[First published, 31st October, 1914.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Québec, } RUST AND LOAN
District of Montreal. } COMPANY OF
No. 3830. } CANADA, Plain-
tiff; vs NOE BROUILLARD, Defendant and
KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE, attorneys.

1. Le lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Temiscaming, contenant en superficie cent acres, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme étant le lot numéro cinquante du cinquième rang (No 50 R. 5-D.), du dit canton —avec toutes les bâtisses dessus érigées.

2. Une ferme contenant environ deux cent quarante acres, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus érigées, la dite ferme située dans le village de Ville-Marie, dans le dit comté de Temiscaming, et composée des lots et parties de lots suivants:

(a) Les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-huit cent trois, douze cent quatre-vingt-six, douze cent quatre-vingt-sept, douze cent quatre-vingt-huit, douze cent quatre-vingt-neuf, douze cent quatre-vingt-dix, douze cent quatre-vingt-onze, douze cent quatre-vingt-douze, douze cent quatre-vingt-treize, douze cent quatre-vingt-quatorze, douze cent quatre-vingt-quinze, douze cent quatre-vingt-seize, douze cent quatre-vingt-dix-sept, douze cent quatre-vingt-dix-huit, douze cent quatre-vingt-dix-neuf, treize cents, treize cent un, treize cent deux, treize cent trois, treize cent quatre, treize cent cinq, treize cent six, treize cent sept, et la partie sud du lot douze cent quatre-vingt-cinq, contenant environ quatre acres et trois quarts ($4\frac{3}{4}$) en superficie: bornée à l'ouest par les lots Nos 1298 à No 1307 les deux inclusivement, au sud par le lot numéro douze cent quatre-vingt-six, à l'est par une partie du lot No 1804, au nord par cette partie du lot No 1285 vendue, tel que mentionné ci-après à Charles Eustache Brodeur, la ligne divisant la dite partie sud du dit lot No 1285 d'avec le reste du lot courant de la partie nord-est du lot 1307 et tirée parallèle à la ligne séparative entre les lots numéros 1284 et 1285 et jusqu'à la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1285 et aussi le lot numéro dix-huit cent quatre, moins et à distraire du dit lot dix-huit cent quatre, cette partie du lot vendue par le dit Noé Brouillard à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente passé devant A. E. Guay, notaire, le quatrième jour de septembre mil neuf cent neuf, et enregistré sous le numéro 3596 de l'ancienne seconde division du comté de Pontiac, la dite partie ainsi vendue au coin nord-ouest du dit lot No 1804, contenant la dite partie de lot quatre acres et un quart ($4\frac{1}{4}$) en superficie, étant de figure irrégulière et contenant quatre cent cinq pieds de profondeur sur la ligne entre les lots Nos 1804 et 1805, bornée au nord par le lot No 1805, à l'ouest par le lot numéro 1285, au sud-ouest par un cours d'eau séparant la dite partie de terrain du reste du dit lot No 1804 et à l'est par une ligne se prolongeant depuis la ligne séparative entre les lots Nos 1804 et 1805 jusqu'à un point quatre cent cinq pieds distant du lot numéro 1285, et courant directement, dans le prolongement de la dite rue Saint-Gabriel, jusqu'au cours d'eau ci-dessus mentionné (Nos 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, ptie 1285 et ptie 1804).

b. Les lots de terre situés dans le dit village de Ville-Marie, connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros treize cent dix-huit, treize cent dix-neuf, treize cent vingt, treize cent vingt-un, treize cent vingt-deux, treize cent vingt-trois, treize cent vingt-quatre, treize cent vingt-cinq, treize cent vingt-six, treize cent vingt-sept, treize cent

1. The lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, containing one hundred acres in area more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said township as lot number fifty of the fifth range (No. 50 R. 5-D.), of said township with any and all the buildings thereon erected.

2. A farm containing about two hundred and forty acres, more or less—with the buildings thereon erected said farm situate in the village of Ville-Marie, in the said county of Temiscaming, and composed of the following lots and parts of lots:

a. The lots known and designated on the official plan and in the book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers eighteen hundred and three, twelve hundred and eighty six, twelve hundred and eighty seven, twelve hundred and eighty eight, twelve hundred and eighty nine, twelve hundred and ninety, twelve hundred and ninety one, twelve hundred and ninety two, twelve hundred and ninety three, twelve hundred and ninety four, twelve hundred and ninety five, twelve hundred and ninety six, twelve hundred and ninety nine, thirteen hundred thirteen hundred and one, thirteen hundred and two, thirteen hundred and three, thirteen hundred and four, thirteen hundred and five, thirteen hundred and six, thirteen hundred and seven, and the southern part of lot number twelve hundred and eighty five, containing about four and three quarters ($4\frac{3}{4}$) acres in area: bounded to the west by lots Nos. 1298, to No. 1307, both inclusive, to the south by lot number twelve hundred and eighty six, to the east by part of the lot No. 1804, to the north by that of the lot No 1285, sold as hereinafter mentioned to Charles Eustache Brodeur, the line dividing the said southern part of the said lot No. 1285 from the remainder thereof running from the north east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots numbers 1284 and 1285 and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285 and also lot number eighteen hundred and four, less and to be withdrawn from said lot eighteen hundred and four that portion thereof sold by the said Noé Brouillard to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale executed before A. E. Guay, notary on the fourth day of september, nineteen hundred and nine, and registered under No. 3596 in the then second division of the county of Pontiac, said portion, so sold at the north west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land four and one quarter acres ($4\frac{1}{4}$) in area, being of an irregular shape and containing four hundred and five feet in depth on the line between lots No. 1804 and 1805, bounded to the north by lot No. 1805, to the west by lot No. 1285, to the south west by a stream dividing said portion of land from the remainder of said lot No. 1804 and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 and 1805, at a point four hundred and five feet distant from lot No. 1285, and running directly, on the continuation of said Saint Gabriel street, to the stream hereabove mentioned (Nos. 1803, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, pt. 1285 and pt. 1804).

b. The lots of land situate in the said village of Ville-Marie, known and designated on the said official plan and book of reference as lots numbers thirteen hundred and eighteen, thirteen hundred and nineteen, thirteen hundred and twenty, thirteen hundred and twenty one, thirteen hundred and twenty two, thirteen hundred and twenty three, thirteen hundred and twenty four,

vingt-huit, treize cent vingt-neuf, treize cent trente, treize cent trente-un, treize cent trente-deux, treize cent trente-trois, treize cent trente-quatre, treize cent trente-cinq, treize cent trente-six, treize cent trente-sept, treize cent trente-huit, treize cent trente-neuf, treize cent quarante, treize cent quarante-un, treize cent quarante-deux, treize cent quarante-trois, treize cent quarante-quatre, treize cent quarante-cinq, treize cent quarante-six, treize cent quarante-sept, treize cent quarante-huit, treize cent quarante-neuf, treize cent cinquante, treize cent cinquante-un, et ces deux lisières de terrain, connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie susdit, la première comme étant la rue Brouillard, et la seconde comme étant la rue Vaudreuil, toutes deux se prolongeant depuis la rue Notre-Dame jusqu'au chemin public Fabre (Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350 et 1351 et rue Brouillard et rue Vaudreuil.

c. Les trois lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Ville-Marie comme étant les lots numéros dix-sept cent quatre-vingt-cinq, dix-sept cent quatre-vingt-six, dix sept cent quatre-vingt-sept (1785, 1786, 1787) moins et à distraire de ces dits lots les parties des lots dix-sept cent quatre-vingt-cinq et dix-sept cent quatre-vingt-sept (pties de 1785 et 1787) vendues par le dit Noé Brouillard à Cyrille Brouillard, par acte de vente passé au dit village de Ville-Marie, le vingtième jour d'août dernier (1914), devant D. Pellerin, notaire, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, à Ville-Marie, le vingt-neuvième jour d'août mil neuf cent quatorze sous le No 5473—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus comme suit, savoir:

Les biens immobiliers en premier lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1914, à ONZE heures de l'avant-midi, et les biens immobiliers en deuxième lieu désigné au bureau d'enregistrement, pour la division d'enregistrement du comté de Témiscaming, dans le village de Ville-Marie, Qué., dans le dit comté, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5677
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST AND
District de Montréal, } LOAN COMPA-
No 2086. } NY OF CANA-
DA, Demanderesse; vs ZOEL DUMAIS, Défendeur.

Ces quatre lots de terre situés dans le canton Duhamel, dans le comté de Témiscaming, le dit comté faisant anciennement partie du comté de Pontiac, les dits lots connus et désignés au plan officiel du dit canton sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cin-

thirteen hundred and twenty five, thirteen hundred and twenty six, thirteen hundred and twenty seven, thirteen hundred and twenty eight, thirteen hundred and twenty nine, thirteen hundred and thirty, thirteen hundred and thirty one, thirteen hundred and thirty two, thirteen hundred and thirty three, thirteen hundred and thirty four, thirteen hundred and thirty five, thirteen hundred and thirty six, thirteen hundred and thirty seven, thirteen hundred and thirty eight, thirteen hundred and thirty nine, thirteen hundred and forty, thirteen hundred and forty one, thirteen hundred and forty two, thirteen hundred and forty three, thirteen hundred and forty four, thirteen hundred and forty five, thirteen hundred and forty six, thirteen hundred and forty seven, thirteen hundred and forty eight, thirteen hundred and forty nine, thirteen hundred and fifty, thirteen hundred and fifty one, and those two strips of land, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville-Marie, aforesaid the first as Rue Brouillard, and the second as Rue Vaudreuil, both extending from Rue Notre Dame, to Chemin Public Fabre, Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350 and 1351, and Rue Brouillard and Rue Vaudreuil.

c. The three lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Ville-Marie as lots numbers seventeen hundred and eighty-five, seventeen hundred and eighty six, and seventeen hundred and eighty seven, (1785, 1786 and 1787), less and to be withdrawn therefrom the portions of lots seventeen hundred and eighty five seventeen hundred and eighty seven, (Pt. of 1785 and 1787) sold by the said Noé Brouillard to Cyrille Brouillard, by deed of sale executed, at the said village of Ville-Marie, on the twentieth day of August last (1914), before D. Pellerin, notary, and registered in the registry division of the county of Témiscaming, at Ville-Marie, on the twenty ninth day of August, nineteen hundred and fourteen, under the No. 5473—with the buildings thereon erected

To be sold as follows, to wit:

The immoveable property firstly designated, at the parish church door of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1914, at ELEVEN o'clock of the forenoon, and the immoveable property secondly designated at the registers office, for the registration division of the county of Temiscaming, in the village of Ville-Marie, Que., in the said county of TWENTY THIRD day of DECEMBER, 1914, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Shérif.
Bryson, Que. 6th November, 1914. 5678
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } THE TRUST AND
District of Montreal, } LOAN COMPA-
No. 2086. } NY OF CANA-
DA, Plaintiff; vs ZOEL DUMAIS, Defendant.

Those four lots of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, said county formerly forming part of the heretofore county of Pontiac, said lots known and designated on the official plan of said township under the numbers thirty seven, thirty eight,

quième rang du dit canton (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.), chacun des dits lots contenant cent (100) acres en superficie, plus ou moins, les dits quatre lots étant maintenant connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiel du cadastre du canton Duhamel, sous les numéros trente-sept, trente-huit, trente-neuf et quarante du cinquième rang du dit canton Duhamel (Nos 37, 38, 39 et 40, r. 5,—D.)—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914. 5681

[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST AND
District de Montréal. } LOAN COMPA-
No 4186. } NY OF CANADA
Demanderesse; vs EMMANUEL GIROUX,
Défendeur.

La partie nord du lot de terre anciennement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Duhamel, dans le comté de Temiscaming, sous le numéro cinquante-trois du cinquième rang du dit canton Duhamel (No 53 R. 5.—D.), la dite partie contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Duhamel, sous le numéro cinquante-trois D. cinquième rang Duhamel (53 D.R. 5.—D.)—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914. 5683

[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST AND
District de Montréal. } LOAN COMPA-
No 2445. } PANY OF CANADA
NADA, Demanderesse; vs JOSEPH CAMPANINO, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Laverlochère, dans le comté de Temiscaming, faisant anciennement partie du comté de Pontiac, connue et désigné au plan officiel du dit canton comme étant le numéro soixante-trois (No 63) 6 L, mesurant cent quatre-vingt-six acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour la division d'enregistrement du comté de Temiscaming, dans le village de Ville-Marie, Qué., dans le dit comté, le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 6 novembre 1914. 5685
[Première publication, 21 novembre 1914.]

thirty nine and forty, of the fifth range of the said township (Nos. 37, 38, 39 and 40, r. 5,—D.), each said lots having one hundred (100) acres superficies more or less, said four lots being now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Duhamel under the numbers thirty seven, thirty eight, thirty nine and forty, of the fifth range of of the said township of Duhamel, (Nos 37, 38, 39 and 40, r. 5-D)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, of the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.
[First published, 21st November, 1914.] 5682

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } HE TRUST AND
District of Montreal. } LOAN COMPA-
No. 4186. } NY OF CANADA
DA, Plaintiff; vs EMMANUEL GIROUX,
Defendant.

The northern part of land formerly known and designated on the official plan and book of reference, of the township of Duhamel in the county of Temiscaming, under the number fifty three of the fifth range, of the said township of Duhamel (No. 53 R. 5.—D.) the said part comprising fifty acres superficies more or less and now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said township of Duhamel, under the number fifty three D. fifth range of Duhamel (53 D. R 5.—D.)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, of Notre-Dame de Lourdes de Lorrainville, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Qué., this sixth day of November, 1914. 5684

[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST AND
District of Montreal. } LOAN COMPA-
No. 2445. } NY OF CANADA
DA, Plaintiff; vs JOSEPH CAMPANINO, Defendant.

That certain lot of land situate in the township of Laverlochère in the county of Temiscaming, formerly part of the county of Pontiac, known and designated on the official plan of said township as number sixty three (No. 63) 6 L, measuring one hundred and eighty six acres in superficies more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registers' office for the registration division of the county of Temiscaming in the village of Ville-Marie Que., in the said county, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, next 1914, at TEN o'clock, of the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 6th November, 1914. 5686
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
 District de Montréal, } **LOAN COMPA-**
 No 3572. } **NY OF CANA-**
 DA, Demanderesse; vs. ALCIDE GAGNE, Défendeur.

Ces deux lots de terre situés dans le comté de Temiscaming, connus et désignés, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous les numéros onze et douze du septième rang nord du canton Fabre (nos. 11 et 12) r. 7, M. F., chacun contenant cent acres en superficie,—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard le VINGT-DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Bryson, Qué., ce sixième jour de novembre 1914
 5675

[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST AND**
 District de Montréal, } **LOAN COMPA-**
 No. 3461. } **NY OF CANA-**
 DA, Demanderesse; vs. MAXIMIN PITRE, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le canton Duhamel, dans le comté de Temiscaming, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Duhamel, sous le numéro soixante-trois dans le cinquième rang du dit canton (No. 63, r. 5-D), le dit lot contenant cent soixante-sept 167 acres en superficie, plus ou moins,—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bruno de Giguës, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Bryson, ce sixième jour de novembre 1914.
 5679

[Première publication, 21 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District de Saint-Hyacinthe.

Cour Supérieure. } **DILON PARENT, De-**
 No 165. } **mandeur; contre PROS-**
 PER CHAPUT, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Henri, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous les lots numéros quinze (15) et seize (16)—avec bâties y érigées; à distraire du dit numéro seize un emplacement d'environ vingt-six pieds de largeur sur un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin du dit rang Saint-Henri, en profondeur, à Pierre Beaudry ou représentants, du côté sud-est à un fossé, et de l'autre côté à Aimé Gaouette, tel que décrit dans un acte enregistré à Bagot sous No

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
 District of Montreal, } **LOAN COMPA-**
 No. 3572. } **NY OF CANA-**
 DA, Plaintiff; vs ALCIDE GAGNE, Defendant.

Those two lots of land situate in the county of Temiscaming, known and designated on the official plan and book of reference, of the said township, under the numbers eleven and twelve of the seventh range, north of the township of Fabre (Nos. 11 and 12) r. 7, M. F. each containing one hundred acres superficies — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Edouard on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Bryson, Que., this sixth day of November, 1914.
 5676.

[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } **THE TRUST AND**
 District of Montreal, } **LOAN COMPA-**
 No. 3461. } **NY OF CANA-**
 DA, Plaintiff; vs MAXIMIN PITRE, Defendant.

That certain lot of land situate in the township of Duhamel, in the county of Temiscaming, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Duhamel, under the number sixty three in the fifth range of the said township (No. 63, r. 5-D), said lot containing one hundred and sixty seven (167) acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Bruno de Giguës, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at FOUR o'clock of the afternoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Bryson, this sixth day of November, 1914.
 5680

[First published, 21st November, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Saint-Hyacinth.

Superior Court. } **DILON PARENT, Plain-**
 No. 165. } **tiff; against PROSPER**
 CHAPUT, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Liboire, on the Saint Henry range, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under lots numbers fifteen (15) and sixteen (16)—with buildings thereon erected; to withdraw from said number sixteen an emplacement of about twenty six feet in width by half an arpent in depth, the whole more or less; bounded in front by the road of said Saint Henry range, in depth by Pierre Beaudry or representatives, on the south east side by a ditch, and on the other side by Aimé Gaouette, as described in a deed

33595; à distraire également de cette vente la bâtisse utilisée comme fromagerie construite sur le dit No 16. Cette vente est faite sujette à une convention ou bail passé entre P. Chaput et J. Goyette, enregistré à Bagot No 46308 et autres titres antérieurs quant aux droits de la dite fromagerie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le VINGT-DEUXIÈME jour de DECEMBRE prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 novembre 1914. 5793
[Première publication, 21 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } IERRE LOUIS
No 301. } LEFEBVRE,
Demandeur; contre ADOLPHE CHARRON, Défendeur.

1. Une terre située au deuxième rang, en la paroisse de Saint-Denis, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-six (286),—avec les bâtisses y érigées.

2. Une terre située sur le troisième rang, en la paroisse de Saint-Denis, étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (586), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

3. Une terre située sur le premier rang, en la paroisse de Saint-Denis, formant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée comme étant la partie du lot numéro deux cent quatorze (p. 214) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la Fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le ruisseau Amyot, et du côté nord par le résidu du dit numéro 214 du cadastre susdit.

4. Une terre située au village de Saint-Denis, comprenant environ trente arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comme étant le résidu du dit numéro deux cent quatorze (p. 214), renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la Fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le résidu du dit lot No 214 du cadastre susdit, et du côté nord par Alphonse Pétrin—avec maison et autre bâtisses y érigées.

Pour être vendues les terres décrites aux paragraphes un et deux, *séparément*, et celles décrites aux paragraphes trois et quatre *d'un bloc*, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, le PREMIER jour de DECEMBRE prochain, (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 26 octobre 1914. 5245-2
[Première publication, 31 octobre 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Montréal. } JOSEPH PAQUET-
No 1588. } TE, Demandeur;
vs E. ST-AMOUR, ES-QUALITÉ, Défendeur,
savoir:

registered at Bagot under No. 33595; to withdraw also from said sale the building used as cheese-dairy erected on said lot No. 16. This sale is made subject to an agreement or lease passed between P. Chaput and J. Goyette, registered at Bagot No. 46308 and other prior titles as to the rights of said cheese dairy.

To be sold at the church door of the parish of Saint Liboire, on the TWENTY SECOND day of DECEMBER next, (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinth, 16th November, 1914. 5794
[First published, 21st November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Saint-Hyacinthe, to wit: } IERRE LOUIS
No. 301. } LEFEBVRE,
Plaintiff; against ADOLPHE CHARRON, Defendant.

1. A lot of land situate in the second range, in the parish of Saint Denis, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under lot number two hundred and eighty six (286), — with buildings thereon erected.

2. A lot of land situate on the third range, in the parish of Saint Denis, being lot number five hundred and eighty six (586) on the official plan and book of reference of said parish.

3. A lot of land situate on the first range, in the parish of Saint Denis, forming about sixty arpents in superficieis, known and designated as being a part of lot No. two hundred and fourteen (p. 214) on the official plan and book of reference of said parish, bounded as follows: on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by the Amyot stream, and on the north side by the residue of said number 214.

4. A lot of land situate in the village of Saint Denis, comprising about thirty arpents in superficies, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Denis as being the residue of lot No. 214, bounded as follows: on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by the residue of said lot No. 214 and on the north side by Alphonse Pétrin—with building thereon erected.

To be sold, lots described in the first and second paragraphs, *separately*, and those described in the third and fourth paragraphs, *en bloc*, at the parochial church door of Saint Denis, on the FIRST day of DECEMBER next, (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 26th October, 1914. 5346
[First published, 31st October, 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Montreal. } JOSEPH PAQUET-
No. 1588. } TE, Plaintiff; vs
E. ST-AMOUR, ES-QUALITÉ, Defendant, to wit:

1. Un lot de terre situé dans le onzième rang du canton d'Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour le dit canton d'Howard, sous le numéro un (No 1).

2. Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux (No 2).

3. Partie d'une île située au lac noir, dans le septième rang du canton de Wentworth, dit comté d'Argenteuil et district de Terrebonne, étant la subdivision des Nos 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 18, 19, 20 et 21 du lot numéro trente-huit (No 38)—avec les bâtisses y érigées sur les dits lots mentionnés dans les cantons d'Howard et Wentworth.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, district de Terrebonne, le CINQUIÈME jour de DECEMBRE prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 27 octobre 1914. 5219-2
[Première publication, 31 octobre 1914.]

A lot of land situate in the eleventh range of the township of Howard county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Howard, under the number one (No. 1).

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated upon the same official plan and book of reference, under the number two (No. 2).

3. Part of an island situate at Lake Noir, in the seventh range of the township of Wentworth, said county of Argenteuil and district of Terrebonne, being the subdivision of the Nos. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 18, 19, 20 and 21 of lot number thirty eight (No 38)—with the buildings erected upon the above mentioned lots in the townships of Howard and Wentworth.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, district of Terrebonne, on the FIFTH day of DECEMBER next 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 27th October, 1914. 5220
[First published, 31st October, 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Québec.
Trois-Rivières, à savoir: } } 'HONORABLE
No 1082. } } ALFRED THI-
BAUDEAU, de la cité de Montréal et RODOL-
PHE AUDET, de la cité de Québec, marchands
et faisant affaires comme tels en société sous la
raison sociale de Thibaudeau, Frères & Cie,
Demandeurs; vs TELESOPHORE GRAVEL et
EMILE BEAUDOIN, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

Un terrain ou emplacement situé en la ville de Saint-Tite, connu et désigné comme étant partie du numéro deux cent quarante et un (P. 241), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Tite, contenant trente-six pieds de largeur sur trente-six pieds de profondeur, mesure anglaise, borné du côté nord à Ludger Tourigny, du côté ouest à Télesphore Gravel et Emile Beaudoin, du côté nord-est et du côté sud à Louis Tessier.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le VINGT-TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 novembre 1914. 5769
[Première publication, 21 novembre 1914.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Quebec.
Three Rivers, to wit: } } 'HE HONOURA-
No. 1082. } } BLE ALFRED
THIBAudeau, of the city of Montreal and
RODOLPHE AUDET, of the city of Quebec,
merchants, and carrying on business as such in
partnership under the firm name of Thibaudeau,
Frères & Cie, Plaintiffs; vs TELESOPHORE
GRAVEL and EMILE BEAUDOIN, Defen-
dants.

As belonging to the said defendants, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the town of Saint Tite, known and designated as being part of the lot number two hundred and forty one (Pt. 241), upon the official plan and book of reference for the parish of Saint Tite, containing thirty six feet in width by thirty six feet in depth, english measurements, bounded on the north side by Ludger Tourigny, on the west side by Télesphore Gravel and Emile Beaudoin, on the north east and south sides by Louis Tessier.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, on the TWENTY THIRD day of DECEMBER, next at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 17th November, 1914. 5770
[First published, 21st November, 1914.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du douze novembre 1914, de nommer M. le capitaine William Dorsett Birchall, de Dorval, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de trois mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

5823

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Léon Lachance, marchand; Oscar Alphonse Bériau, employé civil; René Couture, télégraphiste; Henri Tancrede Bériau, employé civil; et Marie Bernadette Couture, épouse du dit J. L. Lachance; tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre de la glace et fournitures pour les marchands de glace et en faire le commerce;

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des pêcheries, droits de pêches, glaciers, réfrigérateurs, des quais et en général tout ce qui peut se rapporter à l'exploitation de la pêche et des pêcheries;

Construire, posséder, affréter des vaisseaux navigables, soit à vapeur ou toutes autres sortes de bateaux, vaisseaux ou bâtiments pour le transport des passagers, des effets et marchandises ou pour la traction ou le remorquage d'autres vaisseaux, et pour cette fin construire, posséder ou employer des bassins, entreports et autres prémisses qui peuvent être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie avec le droit de faire tous contrats, transactions et arrangements avec toutes personnes, sociétés de personnes ou compagnies qui s'occupent du transport de passagers, de marchandises ou traction ou remorquage d'autres bateaux;

Acquérir, posséder et exploiter des glaciers, réfrigérateurs, faire les affaires de réfrigérateurs, ou le commerce d'entrepôts dans des entrepôts frigorifiques ou non;

Acquérir, posséder, construire ou exploiter des quais, les vendre ou autrement les aliéner;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, les vendre ou autrement les aliéner et faire en général le commerce de constructeurs de maisons, de bâtiments, les louer ou les vendre ou autrement les aliéner, tenir des magasins;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les exploiter ou les vendre;

Fabriquer de l'électricité, du gaz et employer telle fabrication pour les fins de la compagnie et en faire le commerce, dans le district de Québec;

Faire le commerce de l'industrie laitière et autres produits de la ferme y compris les animaux et le droit d'abattre dans les prémisses de la compagnie;

Acheter et vendre les produits d'autres compagnies, soit à commission soit autrement;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques uns des objets de la présente compagnie;

Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twelfth day of November, 1914, to appoint Mr. captain William Dorsett Birchall, of Dorval, justice of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the whole of the province, for administering the oath to recruits.

5824

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1914, incorporating Joseph Léon Lachance, merchant, Oscar Alphonse Bériau, civil employee, René Couture, telegraphist, Henri Tancrede Bériau, civil employee, and Marie Bernadette Couture, wife of said J. L. Lachance, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in ice and supplies for ice merchants;

To acquire, construct, hold and exploit, sell and alienate fisheries, fishing rights, ice houses, cold storages, wharves and generally all things incidental to fishing and fisheries

To construct, hold, charter navigable vessels, either propelled by steam or otherwise, ships or boats for the transportation of passengers, goods and merchandise or for the hauling and towing of other vessels, and for such purposes to construct, hold or utilize docks, bassins and other premises which may be convenient or necessary for the company's purposes with the right to enter into any contract, transactions and agreements with any persons, associations of persons or companies engaged in the business of transporting passengers and goods or the hauling or towing of other vessels;

To acquire, hold and exploit ice houses, cold storages, carry on the cold storage business or the business of warehousemen in cold storage or other establishments;

To acquire, hold, construct or exploit wharves, sell or otherwise alienate the same;

To acquire, hold and exploit building lot, construct houses thereupon, sell or otherwise alienate the same and generally carry on the business of builders of houses and edifices, lease or sell or otherwise alienate the same, keep stores;

To obtain patents of invention, hold, exploit or sell the same;

To manufacture electricity and gas and to utilize the same for the company's purposes and deal therewith within the district of Quebec;

To deal in dairy produce and other farm produce including live stock and the right to slaughter the same in the company's premises;

To purchase and sell the products of other companies, on commission or otherwise;

To acquire the assets or assume the liabilities of any persons, firms or joint stock companies carrying on all or any of the objects of the present company;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles généralement, de services, de valeurs, de comptes, de dettes, des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Se fusionner avec une autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débentures sur les biens de la compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie;

Et généralement faire toutes autres opérations permettant à la compagnie à attendre les fins pour les- quelles elle est constituée sous le nom de "L'Artique Compagnie de Glace, Limitée" avec un capital social de cent mille (\$100,000.00) piastres, divisé en mille (1000) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5695

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Pierre Bellavance, commerçant; E. Alexis Dufresne, étudiant; Adélard J. Rioux, voyageur de commerce; Arthur Chamberland, protonotaire; tous de la ville de Rimouski et Ernest Langelier, voiturier de Sainte-Angele de Mérici, comté de Matane; dans les buts suivants

Faire toutes les opérations de commerce en général, faire les affaires de marchands en gros et en détail, de toutes sortes d'articles, effets et marchandises quelconques, exercer l'industrie de confectionneurs et de magasin de mode en général, exporter et importer toutes sortes de marchandises, acquérir par voie d'achat ou autrement et vendre tous produits commerciaux, biens, effets, mobiliers, machines aratoires et instruments agricoles quelconques, acheter et vendre en gros et en détail le bois de commerce, bois de chauffage, chevaux, animaux, bestiaux, grains, foin, légumes et autres produits de la ferme, et tous autres produits d'une nature quelconque, manufacturer toutes sortes de marchandises quelconques;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme facteurs, agents et fondés de pouvoir;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et de les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, pourvu toutefois que chaque bon, obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de dix (\$10.00) piastres;

Emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie;

Prendre ou recevoir des hypothèques, obligations ou charges pour assurer le paiement de toutes créances dues à la compagnie, ou du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou de tous argents avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres pour des fins de constructions ou autres améliorations;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to hold shares in other companies formed for any or several of the objects of the present company;

To give fully or partly paid up shares of the company in payment of moveable or immovable property generally, services, securities, accounts, debts;

To hand over, transfer by sale, exchange or otherwise, shares of the present company to other companies constituted for any or several of the objects of the present company;

To amalgamate with any other company incorporated for one or several of the objects of this company;

To raise monies and for that purpose to borrow, hypothecate, issue bonds, debentures on the property of the company and generally pledge the credit of the present company;

And generally to carry on any other business permitting the company to attain the purposes of its incorporation, under the name of "L'Artique Compagnie de Glace Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5696

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Pierre Bellavance, trader, E. Alexis Dufresne, student; Adélard J. Rioux, commercial traveller; Arthur Chamberland protonotary, all of the town of Rimouski, and Ernest Langelier, carrier of Sainte Angele de Mérici, county of Matane, for the following purposes:

To carry on business generally and especially the business of wholesale and retail merchants of all kinds of goods, wares and merchandise whatsoever, to carry on the business of garment makers and millinery stores generally, export and import all kinds of goods, to acquire by way of purchase or otherwise and to sell all kinds of commercial products, property, moveable effects, agricultural machines and implements whatever, to purchase and sell wholesale and retail lumber and wood, horses, animals, cattle, grain, hay, vegetables and other farm produce and any other products of any nature whatsoever, to manufacture all kinds of merchandise whatever;

To do all the above acts and things as factors, agents or attorneys;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for the amounts and prices which may be deemed convenient, provided however that such bond, debenture or other security be not for an amount less than ten (\$10.00) dollars;

To borrow money upon such rate of interest as may be agreed upon with full power to guarantee such loans by any hypothecs, shares, bonds or other securities belonging to the company;

To take or receive any hypothecs, bonds or liens to secure the payment of any claims due to the company or the purchase price of any property sold by the company or any money advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

23 NOV 1914

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier et immobilier de toute personne ou autre corporation exerçant le même genre d'affaires;

Emettre et allouer comme actions acquittées, des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de marchandises, effets ou autres articles de commerce, devant composer le fonds de commerce de la compagnie;

Signer et souscrire des billets promissoires, chèques et autres effets de commerce, accepter et souscrire des lettres de change et en général faire toutes autres opérations nécessaires pour le bon fonctionnement de la compagnie;

Faire tous les autres actes et choses qui seront propres à faire atteindre les fins et objets pour lesquels la compagnie est constituée sous le nom de "J. P. Bellavance, Limitée", avec un capital social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux mille (2000) actions de dix (\$10.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5729

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation M.M. Joseph Marie-Aimé Parent, comptable; Arthur Germain, commis; Paul Alfred Desgroseilliers, étudiant en droit; John Farrow, commis; Joseph Edmond Archambault, commis; tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutique de barbier, salle de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabacs;

Acquérir par achat, échange bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce, de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur la garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets

4

To acquire by purchase or otherwise the moveable and immoveable assets of any person or other corporation carrying on the same kind of business;

To issue and allot as fully, paid up, shares of the company in full or part payment of goods, wares or other articles of trade, entering into the stock in trade of the company;

To sign and subscribe promissory notes, cheques and other commercial instruments, accept and subscribe bills of exchange, and generally carry on any other business necessary for the due carrying on of the company's objects;

To do all such other acts and things as may be incidental to the attainment of the purposes and objects for which the company is incorporated, under the name of "J. P. Bellavance Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5730

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Marie Aimé Parent, accountant; Arthur Germain, clerk; Paul Albert Desgroseilliers, student at law; John Farrow, clerk; Joseph Edmond Archambault clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith or accessory thereto, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise any restaurant or hotel stock in trade and to exploit such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire or to hold by lease or other title any immoveable which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of its moveables and immoveables, hypothecate its immoveables, pledge its moveables and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any land acquired or held by the company, hotels, restaurants and other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer any shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and execute all other acts and things as

qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Cosmopolitan Hotel Company, Limited" avec un capital social de vingt mille piastres, (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

5741

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1914, constituant en corporation MM. Horace Chagnon, industriel; Jules Uldérie Mathieu, avocat; Thomas John Shallow, avocat; Joseph Henri Gérin Lajoie, avocat; Joseph Emile Côté, comptable tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Exercer et poursuivre l'industrie générale de marchands de bois dans toutes ses spécialités y compris le flottage, le transport, sciage, le planage, la fabrication l'expédition, l'importation, l'exportation, l'achat et la vente de bois de construction et produits du bois et bois de toutes dimensions et qualités, et la fabrication et la vente de portes, de chassis, de fenêtres et d'articles en totalité ou en partie faits avec du bois, y compris la fabrication de pâte de bois et de tous les articles fabriqués avec ces produits, ainsi qu'un commerce général, en gros et en détail, et faire toutes les choses reliées à ces objets, avec pouvoir de construire, ériger, équiper, établir, entretenir et exploiter des moulins, bâtisses pour moulins, fabriques pour travailler le bois, maisons, magasins, entrepôts, boutique de forge et ateliers de construction des machines et tous les autres bâtiments et structures nécessaires ou convenables pour accomplir les diverses fins et objets de la compagnie projetée;

Construire, ériger, établir et exploiter des ateliers pour la construction, la vente, l'achat et la réparation d'engins à gasoline, d'automobiles et de réparations générales;

Acquérir par voie d'achat, d'échange ou de bail ou par tout autre titre légal et posséder, détenir, démolir, améliorer, exploiter, louer, engager, vendre et échanger des immeubles et des biens tant mobiliers qu'immobiliers ou autrement en disposer, ainsi que de droits en relevant ou en dépendant de toute sorte et de toute description et les payer en actions ou en d'autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Construire, soit pour la compagnie ou pour toute autre personne, des bâtisses devant servir à quelque usage que ce soit et entretenir, surveiller, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses ainsi construites et de toutes autres bâtisses possédées ou louées par la compagnie;

Construire, acquérir, équiper, céder, posséder, gérer, exploiter, prendre à bail et affréter des allèges, bateaux, navires, steamers, remorqueurs et vaisseaux de toute description et généralement faire toutes les choses nécessaires à ces fins ou s'y rapportant;

Établir et entretenir des estacades, piles, quais et autres ouvrages convenables pour protéger ou expédier les billots de sciage, le bois de construction ou autres commodités et produits cédés par la compagnie, pourvu que ces dits ouvrages ne nuisent pas à la navigation et pourvu aussi que toutes les lois maintenant ou plus tard en vigueur au sujet de ces érections, ouvrages et améliorations soient observées et mises à exécution;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à bail,

may appear suitable or seem advantageous for the carrying on of the above undertakings, under the name of "Cosmopolitan Hotel Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

5742

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of november, 1914, incorporating Messrs. Horace Chagnon, manufacturer; Jules Uldérie Mathieu, advocate; Thomas John Shallow, advocate, Joseph Henri Gérin Lajoie, advocate; Joseph Emile Côté, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the general business of lumber merchants in all branches thereof, including the floating, transporting, sawing, planing, manufacturing, shipping, importing, exporting, purchasing and selling of timber and lumber and wood products and wood of any dimension and quality, and the manufacturing and selling of doors, sashes, windows and articles in whole or in part made out of wood including the manufacturing of wood pulp and any other articles manufactured with such products, as well as a general business, wholesale and retail, and to do all things incidental to the above with power to construct, erect, equip, establish, maintain and operate mills, mill dependencies, lumber factories, houses, stores, warehouses, blacksmith shops, machine shops and any other buildings and constructions necessary or convenient for the attainment of the various purposes and objects of the projected company;

To construct, erect, establish and operate shops for the construction, sale, purchase and repair of gasoline engines, automobiles and general repairs;

To acquire by way of purchase exchange, lease or any other legal title and to own, hold, demolish, improve, exploit lease pledge, sell and exchange or otherwise dispose of real estate and property both moveable and immovable as well as rights of every sort and description relating or incidental thereto, and to pay for same in shares or other securities of the company or otherwise;

To construct, either for the company or for any other person, buildings to be utilized for any purposes whatever, and to maintain, superintend, exploit, lease, sell or otherwise dispose of any buildings thus constructed and of any other buildings held or leased by the company;

To construct, acquire, equip, assign, hold, manage, operate, take on lease and charter any lighters, boats, ships, steamers, tugs, and vessels of every description and generally to do all things necessary for or incidental to such purposes

To establish and maintain booms, piles, wharves and other works convenient or the protection of shipping of saw-logs, timber and lumber or other commodities and products conveyed by the company provided the said works do not in any interfere with navigation and provided also that any laws actually or hereafter coming into force respecting such erections, works and improvements be observed and put to execution;

To purchase or otherwise acquire, take on lease,

posséder et détenir des terrains, limites à bois, immunités, permis, licences, chutes d'eau, servitudes et privilèges et les utiliser, développer et exploiter et de temps à autre les vendre et en disposer en bloc ou séparément;

Produire, fournir, transmettre, distribuer et vendre de l'eau et de l'énergie électrique de la force motrice et de l'électricité pour toutes fins que ce soit, et faire les opérations d'entrepreneurs pour approvisionner, fournir, transmettre et distribuer de la force, de l'électricité et de l'énergie électrique dans le district de Montréal, pourvu toutefois que toute distribution ou transmission de force ou énergie électrique et hydraulique au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement disposer de toutes valeurs, stocks, obligations, débetures ou actions de toute compagnie que ce soit et de quelque endroit que ce soit;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou une partie de l'industrie, la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables aux fins de la présente compagnie

Acheter, acquérir ou autrement posséder ou non comme industrie active toute propriété ou entreprise ou totalité ou en partie semblable à celle de la présente compagnie maintenant ou plus tard appartenant à tout particulier ou compagnie constituée en corporation ou autres, et tous les biens et engagements de ce particulier ou compagnie constituée en corporation ou non, et payer à son propriétaire ou à ses propriétaires respectivement pour l'achat ou l'acquisition de cette entreprise, soit en deniers ou en actions ou autres valeurs de la présente compagnie;

Promouvoir d'autres compagnies pour des fins de nature à profiter de la présente compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, marque de commerce, dessins industriels, droits d'auteurs, licences, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de toute information secrète ou autre au sujet d'une invention capable d'être utilisée pour les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition, serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou informations ainsi acquises;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendues ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital actions de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Emettre la totalité ou une partie des actions de la compagnie comme acquittées et non sujettes à appel en paiement de toute propriété mobilière ou immobilière ou autres biens acquis par la compagnie, ou comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant les actions ou débetures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie en totalité ou une partie de ses biens pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature, toutes actions, débetures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

own and hold lands, timber limits, immunities, permits, licenses, water falls, servitudes and privileges and to utilize, develop and exploit and from time to time to sell and dispose of same en bloc or separately;

To generate, supply, transmit, distribute and sell water, electric and motive power and electricity for any purposes whatsoever, and to carry on the business of contractors for the supplying, furnishing, transmitting and distributing of power, electricity and electrical energy within the district of Montreal, provided however that any distribution or transmission of power or electric and hydraulic energy beyond the lands of the company be subject to all local and municipal by-laws on that behalf;

To purchase, acquire, own and hold or otherwise dispose of any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatever and of any place whatsoever;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present Company;

To purchase, acquire or otherwise take in its own name as a going concern any property or undertaking in whole or in part similar to that of the present company now or hereafter belonging to any individual or company incorporated or unincorporated and the assets and liabilities of such individual or incorporated or unincorporated company and to pay the owner or owners thereof respectively for the purchase or acquisition of such undertaking either in cash or in shares or other securities of the present company;

To promote, other companies for purposes calculated to benefit the present company;

To apply for purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, trade marks, industrial designs, copy rights, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention capable of being utilized for the company's purposes, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the present company, and to utilize, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or informations thus acquired;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue the whole or a part of the stock of the company as fully paid up and non assessable shares in payment of any moveable or immovable property or other assets, acquired by the company, or as the remuneration for services rendered to the company in placing the shares or debentures of the company or for any other consideration which the directors may deem convenient and in the interest of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole of the undertaking of the company, or a part of its assets for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable;

Sur résolution des directeurs, les assemblées des directeurs et les assemblées des actionnaires de la Compagnie pourront à l'occasion, être tenu à un endroit dans la province autre que celui du siège d'affaires de la compagnie, sous le nom de "H. Chagnon & Compagnie, Limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5829

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation M.M. Joseph Emile Noel, médecin; Thomas Tremblay, ingénieur-civil; Trefflé T. Delisle, bourgeois; Marie Elise Gélinas, épouse contractuellement séparée de biens du dit Trefflé T. Delisle et dûment autorisée de son dit époux, et Isola Alberta Bérubé, épouse contractuellement séparée de biens du dit Joseph Emile Noel et dûment autorisée par son dit époux, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou autrement, les posséder, cultiver, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale;

Construire ou faire construire sur les dits terrains et immeubles des constructions, des égouts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins usines et manufactures et autres bâtisses, les louer, échanger, hypothéquer, vendre ou autrement disposer;

Emettre et accorder toute part ou actions acquittées dans le capital action de cette compagnie en paiement du prix d'aucune franchise entreprise, propriété mobilière ou immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèque que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligations qu'elle pourra avoir;

Acheter des dits Joseph Emile Noel, Thomas Tremblay, et Trefflé T. Delisle, par bail ou autrement, les droits, titres, réclamations et intérêts qu'ils ont ou peuvent avoir dans le terrain du Plateau Laval et en payer le prix en argent ou au moyen d'actions acquittées de la dite compagnie, et en signer tous actes et contrats nécessaires à cette fin, sous le nom de "Plateau Laval, Limitée" avec un capital social de dix-neuf mille huit cent piastres (\$19,800.00) divisé en cent quatre-vingt-dix-huit (198) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5735

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize novembre

To act as agents for any company, firm or person carrying on a similar business;

Upon resolution of the directors, the meetings of the directors and the meetings of the shareholders of the company may if opportune be held at any place in the province other than at the head office of the company, under the name of "H. Chagnon & Compagnie Limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1914.

J. C. SIMARD,

5830

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Noel, physician; Thomas Tremblay, civil engineer; Trefflé T. Delisle, gentleman; Marie Elise Gélinas, wife contractually separated as to property of the said Trefflé T. Delisle, and duly authorized by her said husband and Isola Alberta Bérubé, wife contractually separated as to property of the said Joseph Emile Noel, and duly authorized by her said husband, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof;

To acquire real estate by way of purchase, exchange, lease, renting or otherwise, hold, cultivate, subdivide the same into building lots, with streets, lanes and parts, develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and dispose of same generally;

To construct or cause to be constructed upon the said lands and immovables, works, sewers, streets, lanes, roads, houses, mills, shops and manufactories and other buildings, to lease, exchange, hypothecate, sell or otherwise dispose of same;

To issue and hand over any paid up share or stock of the capital stock of this company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immovable property, guarantee, claim, rights, privileges and hypothecs which this company may acquire or in payment of any debt or obligation it may owe;

To purchase from the said Joseph Emile Noel, Thomas Tremblay and Trefflé T. Delisle, by lease or otherwise, the rights, titles, claims, and interests they have or may have in the land of the Plateau Laval, and to pay for the same in cash or by means of paid up shares of the said company and to sign and execute all deeds and contracts necessary to that effect, under the name of "Plateau Laval Limitée", with a capital stock of nineteen thousand eight hundred dollars (\$19,800.00), divided into one hundred and ninety eight (198) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5736

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth of

1914, constituant en corporation MM. J. T. Roland Gazelle, agent financier; J. Amédée Fournier, agent financier, de Montréal; Camille Courchesne, Paul Courchesne, Rémi Courchesne, cultivateurs, de Saint-Ignace de Loyola; dans les buts suivants:

Construire et exploiter un ou des aqueducs avec ou sans système de protection contre le feu et canaux d'égouts dans les limites de la paroisse de Saint-Ignace de Loyola, comté de Berthier;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation des contrats relatifs à un service d'aqueduc de protection contre le feu et canaux d'égouts;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions taux et prix qui seront convenus par le bureau de direction;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par hypothèques ou débiteures, titres ou autres valeurs de la compagnie;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie, en argent ou en actions acquittées de cette compagnie ou partie dans l'un ou partie dans l'autre;

Payer tous frais ayant rapport à l'octroi de la lettre patente y compris les services de l'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie, y compris les services rendus ou à rendre par les promoteurs ou les directeurs provisoires en tout ou en partie, en argent ou par l'émission d'actions acquittées;

Payer toutes rémunérations jugées convenables par le bureau de direction pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou à vendre ou en garantissant le placement d'actions, débiteures ou autres valeurs de la compagnie soit en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Ignace de Loyola Limitée", avec un capital social de dix milles piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante (\$50.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Ignace de Loyola.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5737

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze novembre 1914, constituant en corporation MM. J. Donat Langelier, financier; J. Georges Langelier, courtier; J. Napoléon Langelier, ingénieur civil; J. Arthur Langelier, courtier; J.-Baptiste Langelier, voyageur de commerce; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement, des terrains ou intérêts en iceux avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dits terrains, vendre, louer, échanger et hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux ou qui peuvent y être ériger à l'avenir et prendre toutes garanties qui peuvent être nécessaires;

November, 1914, incorporating Messrs. J. T. Roland Gazelle, financial agent; J. Amédée Fournier, financial agent, of Montreal; Camille Courchesne, Paul Courchesne, Rémi Courchesne, farmers, of Saint Ignace de Loyola, for the following purposes:

To construct and operate one or several waterworks with or without system of protection against fire and sewers within the limits of the parish of Saint Ignace de Loyola, county of Berthier;

To make contracts, relating to a waterworks service of protection against fire and sewers, with any individual, company, association or corporation;

To acquire any other business similar to that which the present company is authorized together with its good-will and assets upon such conditions, rates and prices as may be agreed by the board of directors;

To borrow monies and make cash advances or to guarantee the same by hypothecs or debentures, titles or other securities of the company;

To pay for any moveables or immoveables, rights, property, franchises or privileges acquired by the company, in cash or paid-up shares of this company or partly in one or partly in the other;

To pay all costs in connection with the granting of the Letters-Patents, including the services for the incorporation or the formation of the company including services rendered or to be rendered by the promoters or by the provisional directors wholly or partly in cash or by the issue of paid-up shares of the company;

To pay any remunerations deemed convenient by the board of directors for services rendered in placing or assisting to place or sell or guaranteeing the placing of shares, debentures or other securities of the company either in cash or by the issue of paid-up shares of this company;

To do all the acts, exercise all the powers, and to carry on any business necessary for or incidental to the attainment of the purpose for which the company is incorporated under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Saint Ignace de Loyola Limitée", with a capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) shares each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Ignace de Loyola.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5738

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1914, incorporating Messrs. J. Donat Langelier, financier; J. Georges Langelier, broker; J. Napoléon Langelier, civil engineer; J. Arthur Langelier, broker; J.-Baptiste Langelier, commercial traveller; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein with any buildings or works erected thereon, sell, lease exchange and hypothecate or otherwise dispose of such lands or any portion thereof and all or any buildings or works now or which may be hereafter erected thereon and take such securities as may be necessary;

Prendre ou posséder des hypothèques pour toutes balances non payées du prix d'achat de toutes telles bâtisses ou constructions ainsi vendues; et vendre et transporter les dites hypothèques ou en disposer autrement;

Développer et diviser en lots des terres et installer et maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeu, ronds à patiner, etc;

Payer pour toutes propriétés de toutes sortes et descriptions ou pour tous services rendus à la compagnie en obligations ou stocks de la compagnie, ou en argent;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des profits, concessions réciproques ou autrement avec toute personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire et qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie; prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et obtenir de toutes telles autorités, tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et faire, exercer ou remplir avec icelle tous tels arrangements, les droits, privilèges et concessions;

Emprunter de l'argent, faire des règlements pour limiter ou accroître le pouvoir d'emprunt de la compagnie, pour l'autoriser à émettre des bons, débetures ou autres sécurités de la compagnie pour toutes sommes pourvu qu'elles ne soient pas moindre de dix piastres (\$10.00) chaque, et de vendre, transférer et transporter ces bons, débetures ou autres sécurités pour tel prix qu'il sera jugé à propos dans les meilleurs intérêts de la compagnie; d'engager les biens meubles et d'hypothéquer les immeubles de la compagnie pour garantir tous tels emprunts, bons, débetures ou autres sécurités ainsi émis par la compagnie;

Faire toutes transactions ou affaires qui peuvent directement ou indirectement être utiles aux affaires de la compagnie;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toutes espèces d'assurances;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds ou autres sortes d'obligations sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personne ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables;

To take or hold hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any such buildings or works thus sold, and to sell and transfer or otherwise dispose of the said hypothecs.

To develop and divide such lands into lots, and to lay out and maintain any roads, ways, parks, public places, play grounds, skating rings, etc.;

To pay for any property of any kind and description or for services rendered to the company in bonds or stocks of the company, or in cash;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to the objects of the present company or capable of being advantageously carried on in connection with the present company

To enter into any arrangement for the sharing of profits, reciprocal concession or otherwise with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transactions which this company is authorized to carry on and capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company; to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To make any arrangements with any authorities, municipal local or otherwise, which may appear suitable for the company's objects and to obtain from such authorities all the rights, privileges or concessions which the company may deem proper to obtain and to make, exercise or fulfill with such authorities any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To borrow money, pass by-laws limiting or increasing the borrowing power of the company, authorizing it to issue bonds, debentures or other securities of the company for any amount provided such bonds, debentures or other securities be not for an amount less than ten dollars (\$10.00) each, and to sell, convey and transfer such bonds, debentures or other securities for such price as may deem proper and in the best interests of the company; to pledge the moveables and hypothecate the immoveables of the company, to guarantee such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company;

To do any transactions or business which may, directly or indirectly, be suitable for the company's business;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immoveables or for other transactions of a like nature;

To carry on the business of agents and brokers for all kinds of insurance;

To carry on in its corporate name loan and investment business of all kinds except banking business;

To take and hold hypothecs upon real estate or other sorts of obligations upon the security of which it may lend its funds;

To have in all respects as regards the loan and investment of its funds and its business the same powers and privileges any individual may enjoy;

To have the power to receive all sums of money from persons or corporations desiring to lend same upon hypothecs and to make such loans and investments;

To make, issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts and other negotiable instruments;

Acquérir par achat, en échange, bail ou autrement, fonds de stocks, fonds de banqueroute et de vendre, liquider, échanger ou disposer autrement de ces dits stocks comme dans le cours ordinaire des affaires;

Faire toutes sorte de transactions immobilières qui pourront être avantageuses pour le bénéfice de la compagnie, sous le nom de "J. Donat Langelier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5739

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. François Villeneuve, restaurateur; Emery LeBrun, bourgeois; Ephrem Monty, commis; Edmond Verdun, voyageur de commerce; Joseph Villeneuve, bourgeois, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie d'hôteliers, maîtres de pension et de logement, restaurateurs, cafetiers, buvetiers et débitants de liqueurs alcooliques ou de tempérance, tabacs, cigares, etc., ainsi que toutes autres industries du même genre; le tout sujet aux dispositions et prescriptions de la loi des licences et des règlements municipaux;

Acquérir toute industrie analogue ou tous intérêts dans des compagnies ou corporations faisant le même genre d'affaires et en effectuer le paiement en argent ou au moyen d'obligations ou de parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "Café Villeneuve, Limitée" avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5693

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze novembre 1914, à la compagnie "Rocco Dauzi Company" par lesquelles son nom est celui de "Italian Model Market Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5689

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Labonté, cultivateur; Camille Boulet, journalier; Antoine Mercier, cultivateur; Donat Proulx, marchand, tous de Sainte-Euphémie et Onésime Boulet, contre-maître, de Montmagny, dans les buts suivants:

Acheter, louer, exploiter, vendre des limites à bois, des cours d'eau, des moulins à scies;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise stock in trade, bankrupt stocks and to sell, liquidate, exchange or otherwise dispose of said stocks in the regular course of business;

To make all kinds of real estate transactions which may seem advantageous for the benefit of the company, under the name of "J. Donat Langelier, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5740

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. François Villeneuve, restaurant keeper, Emery LeBrun, gentleman; Ephrem Monty, clerk, Edmond Verdun, commercial traveler; Joseph Villeneuve, gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and trade of keepers of hotels, boarding and lodging houses, restaurants, cafes, bars, sellers of alcoholic or temperance liquors, tobaccos, cigars, etc., and any other business of a like nature, the whole subject to the provisions of the license act and municipal regulations;

To acquire any similar business or any interests in any company or corporation carrying on a business of a like nature, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company, under the name of "Café Villeneuve, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5694

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1914, changing the name of the "Rocco Dauzi Company" to that of "Italian Model Market Company".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5690

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Georges Labonté, farmer; Camille Boulet, laborer, Antoine Mercier, farmer; Donat Proulx, merchant all of Sainte-Euphémie, and Onésime Boulet, foreman, of Montmagny, for the following purposes:

To purchase, lease, exploit, sell timber limits, water courses, saw-mills;

Préparer le bois et en faire le commerce sous toutes ses formes;

Faire le commerce de magasin général en gros et en détail;

Et pour tout objet se rapportant au commerce ci-dessus exprimé, sous le nom de "La Compagnie Forestière de Saint-Damase", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Euphémie.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5691

Sous-secrétaire de la province.

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Independent Order of Sons of Israel of Canada", a obtenu un permis et a été enregistré pour faire des affaires comme société de Secours mutuels, tel que contenu dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: accorder à ses membres des secours en cas de maladie, d'incapacité, de revers de fortune et des bénéfices de décès et de funérailles.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P.Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec.

5697

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Benjamin Nathanson, marchand, du même lieu, et dûment autorisée par cette honorable cour, aux fins des présentes,

vs.

Le dit Benjamin Nathanson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 11 novembre 1914.

I. POPLIGER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 novembre 1914.

5787

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, du canton Dunham, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Philéas Pariseau, du même lieu, hôtelier et commerçant, et dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Le dit Philéas Pariseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onzième jour de novembre 1914.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 11 novembre 1914.

5785

To prepare wood and deal herewith under all forms;

To carry on a general store business, wholesale and retail.

And for any other objects incidental to the above, under the name of "La Compagnie Forestière de Saint-Damase", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Euphémie.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5692

Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that the Independent Order Sons of Israel of Canada, of Montreal, has been licensed and registered to carry on the business of a mutual benefit association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in council, namely: providing for its members sickness, disability, reverse of fortune, funeral and death benefits.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

5698

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Benjamin Nathanson, merchant, of the same place, and duly authorized by this honourable court, for the purposes therein, Plaintiff;

vs.

The said Benjamin Nathanson, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on 11th November, 1914.

I. POPLIGER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 18th November, 1914.

5788

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, of the township of Dunham, in the district of Bedford, wife common as to property of Philéas Pariseau, of the same place, hotel-keeper and trader, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Philéas Pariseau, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause, on the 11th day of November, 1914.

C. A. NUTTING,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 11th November, 1914.

5786

Avis de Faillite

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé.

In re John M. Adams, Matapédia, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 décembre 1914, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 novembre 1914. 5807

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montmagny.

Nérée Boutin, Notre Dame du Rosaire, comté Montmagny, marchand, à le 7 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 novembre 1914. 5805

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 392.

Dans l'affaire de G. Soumakis & Cie, Trois-Rivières, Faillis.

Avis est donné que le dix-huitième jour de novembre 1914, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la Cour Supérieure, pour ce district, curateur aux biens des dits faillis qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

ALPHONSE CARON,
Curateur.

Bureau: 224 rue Notre-Dame.
Trois-Rivières 18 novembre 1914. 5771

In re Madame Hector Desbiens, de Saint-Léon le Grand, marchand.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 7 Décembre prochain.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs.

Bureau 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 19 novembre 1914. 5831

District de Montréal.

Re Adolphe Charron, agent, Montreal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 6e jour de novembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EMILIO MAJOR,
Gardien provisoire.

Montréal, 18 novembre 1914. 5811

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé.

In re John M. Adams, Matapédia, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 7th December, 1914, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 18th December, 1914. 5808

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montmagny.

Nérée Noutin, Notre Dame du Rosaire, Montmagny county, merchant, has, on the 7th of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonary's office of the Superior Court for the district of Montmagny, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th November, 1914. 5806

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 392.

In the matter of G. Soumakis & Cie, Three Rivers, Insolvents.

Notice is hereby given that on the eighteenth day of November, 1914, the undersigned was appointed, by an order of the Superior Court, for this district, curator to the property of the above insolvents who have made an assignment of their property for the benefit of their creditors.

The sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

ALPHONSE CARON,
Curator.

Office: 224 Notre Dame street.
Three Rivers, 18th November, 1914. 5772

In re Madame Hector Desbiens, of Saint Léon Le Grand, merchant.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 7th December, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 19th November, 1914. 5831

District of Montreal.

Re Adolphe Charron, agent, Montreal Insolvent.

Notice is hereby given that on the 6th day of November, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EMILIO MAJOR,
Provisional Guardian.

Montreal, 18th November, 1914. 5812

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de J. L. Haness, bijoutier, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 9 décembre 1914, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

11 Place d'Armes, Montréal.

Montréal, 21 novembre 1914.

5783

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Delphis Gaudreault, entrepreneur, Laval des Rapides, Insolvable.

Avis vous est donné que le 14ième jour de novembre 1914 par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

ERNEST ST-AMOUR,

Curateur.

Edifice "Banque de Québec",
No 11 Place d'Armes.

Montréal, 18 novembre 1914.

5777

District de Montréal.

Re Arthur Poitras, épicier, Montréal, Failli.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

EUGENE PREVOST,

Curateurs.

Bureau de Prévost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques.

Montréal, 18 novembre 1914.

5817

District de Montréal.

Re Barney White, hardes faites, Montréal, Failli.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 Novembre 1914, nous avons été nommés curateurs aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,

Curateurs conjoints.

107, rue Saint-Jacques.

Montreal, 18 Novembre 1914.

5815

District de Montréal.

Re Melle Clara Ménard, modiste, Montréal, Faillie.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 novembre 1914, nous avons été nommés curateurs aux biens de la dite faillie.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

PREVOST & BEDARD,

Curateurs conjoints.

107, rue Saint-Jacques.

Montreal, 18 novembre 1914.

5813

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of J. L. Haness, jeweler of Montreal, Insolvent.

A first and final sheet of dividend has been prepared in this matter and will be open to objection until the 9th of December 1914, after which day the dividend will be payable at my office.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

11 Place d'Armes, Montreal.

Montreal, 21st November, 1914.

5784

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Delphis Gaudreault, contractor, Laval des Rapides, Insolvent.

Notice is hereby given that on the fourteenth day of November, 1914, by an order of the court, I was appointed curator to the property and asset of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building.

No. 11 Place d'Armes.

Montreal, 18th November, 1914.

5778

District of Montreal.

Re Arthur Poitras, grocer, Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 17th November, 1914, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

EUGENE PREVOST,

Curator.

Office of Prévost & Bédard,
107, Saint James street.

Montreal, 18th November, 1914.

5818

District of Montreal.

Re Barney White, clothier, Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 17th November, 1914, we have been appointed curators to the above estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

PREVOST & BEDARD,

Joint Curators.

107, Saint-James street.

Montreal, 18th November, 1914.

5816

District of Montreal.

Re Miss Clara Menard, milliner, Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 17th November, 1914, we have been appointed curators to the above estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days from this notice.

PREVOST & BEDARD,

Joint Curators.

107, Saint James, street.

Montreal, 18th November, 1914.

5814

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
In re J. L. Pelletier, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 13 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 novembre 1914. 5809

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 392.

In re Louis Hamer, "Royal Silk Dress & Waist Co.," Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, ce dix-septième jour de novembre 1914, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Subrogé gardien provisoire.
Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.
Montréal, 18 novembre 1914. 5827

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 388.

In re Joseph Picard et Napoléon Drouin, tous deux manufacturiers de la cité et du district de Québec et y faisant affaires en société sous les nom et raison de "Rock City Tobacco Co",

Requérants-cession;

et

Achille M. Vetere, de la paroisse de Grand'Mère, marchand, Débiteur-insolvable.

Le dit débiteur-insolvable ayant laissé la province de Québec, un bref de demande de cession a été émis contre lui, à la demande des requérants cession et un gardien-provisoire a été nommé aux biens qu'il a délaissés; et, en vertu de l'ordre de convocation donné en date de ce jour sur la requête des dits requérants-cession, avis est donné aux créanciers du dit débiteur-insolvable qu'une assemblée de ceux-ci sera tenu en la salle des audiences, au palais de justice, rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, lundi, le trentième jour de novembre courant (1914), à dix heures du matin, devant le juge ou en son absence devant le protonotaire, pour donner leur avis sur le choix d'un curateur et des inspecteurs aux biens délaissés comme susdit.

LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Protonotaire C. S.,
District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, 16 novembre 1914. 5773

Avis est par le présent donné que J. C. Bédard, de Québec, à, le 17 novembre 1914 fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre Québec.
Québec, 17 novembre 1914. 5799

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
In re J. L. Pelletier, Quebec, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 13th November, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 18th November, 1914. 5810

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 392.

In re Louis Hamer, "Royal Silk Dress & Waist Co.," Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this 17th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Sub. Provisional Guardian.
Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame street, East.
Montreal, 18th November, 1914. 5828

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 388.

In re Joseph Picard and Napoléon Drouin, both manufacturers of the city and district of Quebec, and there carrying on business in partnership under the firm name and style of "Rock City Tobacco Co",

Petitioner for assignment;
and

Achille M. Vetere, of the parish of Grand'Mère, merchant, Insolvent debtor.

The said insolvent debtor having left the province of Quebec, a writ for assignment has been issued against him on the demand of the petitioners for assignment and a provincial guardian has been appointed to the property surrendered; and in virtue of the order of convocation given this day upon the petition of the said petitioners for assignment, notice is hereby given to the creditors of the said insolvent debtor, that a meeting of the said creditors will be held in the court room in the Court House, on Notre Dame street, in the city of Three Rivers, on Monday, the thirtieth day of November instant (1914) at ten o'clock in the forenoon, before the judge or in its absence before the prothonotary, to give their advice respecting the nomination of a curator and inspectors to the above surrendered property.

LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Prothonotary S. C.,
District of Three Rivers.
Three Rivers, 16th November, 1914. 5774

Notice is hereby given that J. C. Bédard, of Quebec, has, on November, 17th, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.
Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 17th November, 1914. 5800

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 63-a-414.

Alexander Innes Mearns, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

WALTER J. MACDONALD,
Montréal, 16 novembre 1914. 5819

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 39-a-390.

Moses L. Morris, "M. L. Morris & Son" a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

M. MILLER,
Montréal, 10 novembre 1914. 5821

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 731.

Re Wilfrid Cantin, marchand épicier, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 19ème jour de novembre 1914, le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure à Québec suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.
Bureaux: "Edifice Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 19 novembre 1914. 5825

In re John Englehart, marchand, de Grand Pabos.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure, pour le district de Gaspé, les soussignés ont été nommés curateurs.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 18 novembre 1914. 5803

Avis est par le présent donné que Daniel Picher, bijoutier, de Québec, à, le 16 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 17 novembre 1914. 5801

Avis est par le présent donné que Moïse Habib, marchand, de Matane, à, le 16 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 17 novembre 1914. 5797

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 63-a-414.

Alexander Innes Mearns, has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

WALTER J. MACDONALD,
Montreal, 16th November, 1914. 5820

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 39-a-390.

Moses L. Morris, "M. L. Morris & Son", has, this day, made an abandonment of his property, and I have been appointed provisional guardian.

M. MILLER,
Montreal, 10th November, 1914. 5822

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No. 731.

Re Wilfrid Cantin, grocer, Quebec,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has on 19th November, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court at Quebec according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians.
Offices: "Dominion Building",
126 Saint Peter street.
Quebec, 19th November 1914. 5826

In re John Englehart, merchant, of Grand Pabos.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court, for the district of Gaspé, the undersigned have been appointed curators.

The creditors of the said insolvent are hereby requested to file us their claims, duly sworn to, thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curators.
Office: 98 Saint Peter street.
Quebec, 18th November, 1914. 5804

Notice is hereby given that Daniel Picher, jeweller, of Quebec, has, on November, 16th, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.
Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 17th November, 1914. 5802

Notice is hereby given that Moïse Habib, merchant, of Matane, has on the 16th November, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.
Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 17th November, 1914. 5798

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914

5347

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 47.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS

FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Champagne vs Campeau.....	2929
" Cox vs Raycraft.....	2930
" Demers vs Robillard.....	2931
" Delorme vs Beauregard.....	2929
" Dautheil vs Veilleux.....	2932
" Desbiens vs Henry.....	2929
" Depairon vs Dupré.....	2931
" Feld vs Nathanson.....	2966
" Gervais vs Pariseau.....	2966
" Gougeon vs Despathie.....	2930

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Gagnon vs Dme Brown.....	2931
--------------------------	------

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Saint-Frédéric, 2912.

ANNONCEURS, avis aux:—2970.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'Association du Pain des Pauvres, 2922; The Independent Order of Sons of Israel of Canada, 2900

AVIS:—Lancôt Hôtel Ltée, 2901; Skye Cemetery Co., 2937; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2938; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2936.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 2922.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914

5348

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS

FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Gagnon vs Brown.....	2931
" Marcotte vs Leblanc.....	2931
" McArthur vs Spence.....	2930
" Mofette vs Hamel.....	2931
" Perron vs Tremblay.....	2930
" Nolet vs Nadeau.....	2931
" Pomerleau vs Bilodeau.....	2932
" Poulin vs Syrkos.....	2930
" Thibaudeau vs Lemay.....	2929
" Trudel vs Plante.....	2932

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Gagnon vs Dme Brown.....	2931
--------------------------	------

AGRICULTURE:—Cooperative Agricultural Society of Saint Frederic, 2912.

ADVERTISERS, notice to:—2970.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—L'Association du Pain des Pauvres, 2922; The Independent Order of Sons of Israel of Canada, 2900.

NOTICE:—Lancôt Hôtel Ltée, 2901; Skye Cemetery Co., 2937; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd., 2938; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 2936.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 2922.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—

Boisvert, Eug. Alf	2925
Bureau des Commissaires d'Ecoles Catho- liques romains de la cité de Québec,— Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, ...	2924
Commissaires d'écoles pour la municipalité du village Saint-Pie.—School Commis- sioners for the municipality of the village Saint Pie.	2924
Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal.	2928
Corporation de la ville de Joliette.—Corpo- ration of the town of Joliette.	2928
Curé et marguilliers de Notre-Dame de Saint-Rosaire. — Curate and church	

FAILLIS:—INSOLVENT:—

Adams	2967
Bédard	2969
Boulay	2933
Boutin	2967
Cantin	2970
Charland	2936
Charron	2967
Desbiens (Dme)	2967
Dumouchel	2936
Englehart	2970
Gagnon	2934
Gaudreault	2968
Gootheil	2936
Habib	2970
Haness	2968
Hamer	2969
Herscovici	2934
Latour	2935
Mansour	2932
Matien <i>et al.</i>	2935

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

A. Laurendeau, Ltée.	2914
Alliance Limoilou, Ltée.	2913
Café Moineau	2930
Café Villeneuve, Ltée.	2965
Charles Café, Ltée.	2921
Cosmopolitan Hotel Coy, Ltd.	2959
H. Hagnon, Ltée.	2960
Italian Model Market Coy	2765
J. Donat Langelier, Ltée.	2963
J. J. Soumis & Cie, Ltée.	2913
J. P. Bellavance, Ltée.	2958
La Cie d'Autobus de Chicoutimi.	2916

NOMINATIONS:—

Greffier conjoint:—Cour de Circuit, Coaticook,
MM. Laroche & Webster, 2911.

Juges de Paix:—Montréal, 2911; Terrebonne,
2911.

Juge de Paix pour assermenter les recrues:—
M. William Dorsett Birchall, 2957.

Régistrateur-conjoint:—Coaticook, MM. La-
roche et Webster, 2912.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—

wardens of the parish of Notre Dame de Saint Rosaire.	2926
Ecole des Commissaires de la ville de Westmount. — School Commissioners of the city of Westmount.	2927
Goldstein, Maxwell <i>esq.</i>	2923
Lachute Protestant Cemetery Coy.	2925
La Corporation de la paroisse de Saint-Lin. —The Corporation of the parish of Saint Lin.	2856 2925
La ville de Châteauguay.—The town of Châteauguay.	2926
Learmont, J. D. Succession-Estate.	2927
Municipalité du Lac Tremblant Nord.	2927
Smithers (Dame) <i>et al.</i>	2927
Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus.	2928
The East Side Nursery and Infants Home.	2925
Wilson, John-Henry (succession-estate),	2923

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Mearns	2970
Menard (Dlle)	2968
Mitra & Hanna	2933
Montreal Bargain House	2932
Morris	2970
P. O. Viall Lumber Co.	2933
Pelletier	2969
Picher	2970
Poitrass	2968
Salhany	2935
Steinberg	2936
Stewart & Co.	2933
Soumakis & Cie.	2967
Syndicat Saint-Paul	2935
The Eagle Skirt & Cloak Co.	2934
Vetere	2969
Villeneuve	2935
Voyer	2934
Whyte	2968

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

La Cie d'Aqueduc de Saint-Ignace de Loyala, Ltée.	2962
La Cie Forestière de Saint-Damas	2965
La Cie Rivard & Simard, Ltée.	2919
L'Artique, Cie de Glace, Ltée.	2957
Neveu & Fils, Ltée.	2917
Plateau Laval, Ltée.	2962
Saint Roch Canning Ltd	2919
Simard, Ltée.	2918
Théos. Hotel, Ltd.	2915
The Independent Order of sons of Israel of Canada.	2966

APPOINTMENTS:—

Joint Clerk.—Circuit Court:—Coaticook,
Messrs. Laroche and Webster, 2911.

Justices of the peace:—Montreal, 2911; Terre-
bonne, 2911.

Justice of the Peace for administering the
oath of the recruits:—Mr. William Dorsett
Birchall, 2957.

Joint Registrar:—Coaticook:—Messrs. Laro-
che and Webster, 2911.

ORDRES DE COUR:—Farrell *et al* vs Dme Samson, 2940; Lamontagne vs Morin & Fils, 2939.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 2912.

RÉSOLUTIONS:—Municipalité de la paroisse de Saint Simeon, 2940; Municipalité des Sept Cantons Unis du Saguenay, 2941.

VENTE, EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Canadian Pacific Railway Coy., 2941.

VENTE PAR LIQUIDATEUR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2869; La Manufacture de chaises et jouets de Wotton, Ltée, 2937

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Ville de Terrebonne, 2941.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

ARTHABASKA:—Beaudet (Dme) vs St-Pierre, 2942.

BEDFORD:—Kathan *et al* *èsq.* vs Gardner, 2943.

CHICOUTIMI:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 2943

GASPÉ:—Robin *et al* vs Langlois, 2943.

IBERVILLE:—Gervais vs Décary, 2944.

KAMOURASKA:—Canadian Steel & Wire Co vs Pelletier, 2945.

MONTMAGNY:—Stewart vs Mercier, 2945.

MONTREAL:—Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 2948; Gauthier vs DeSambor, 2947; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 2949; Leduc (Dme) vs Benoit, 2946; Levinoff vs Holland, 2946; McNulty vs Fournier, 2949; Meloche, Failli, 2947; Paquin vs Carson, 2949.

PONTIAC:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 2950; The Trust & Loan Coy of Canada vs Campanino, 2953; The Trust & Loan Coy of Canada, vs Dumais, 2952; The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 2954; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 2953; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 2954.

SAINT-HYACINTHE:—Lefebvre vs Charron, 2955; Parent vs Chaput, 2954.

TERREBONNE:—Paquette vs St-Amour *èsq.*, 2955.

TROIS-RIVIERES:—Thibaudeau *et al* vs Gravel & Beaudoin, 2956.

ORDERS OF COURT:—Farrell *et al* vs Dme Samson, 2940; Lamontagne vs Morin & Fils, 2939.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 2912.

RESOLUTIONS:—Municipalité de la paroisse de Saint Siméon, 2940; Municipality of the Sept Cantons Unis du Saguenay, 2941.

SALE, UNCLAIMED FREIGHT:—Canadian Pacific Railway Coy., 2941.

SALE BY LIQUIDATOR:—La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée, 2939; Wotton Chair & Toy Manufacturing Coy, Ltd, 2937.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—Town of Terrebonne, 2941.

SHERIFFS SALES:—

ARTHABASKA:—Beaudet (Dme) vs St-Pierre, 2942.

BEDFORD:—Kathan *et al* *èsq.* vs Gardner, 2943.

CHICOUTIMI:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 2943.

GASPÉ:—Robin *et al* vs Langlois, 2943.

IBERVILLE:—Gervais vs Décary, 2944.

KAMOURASKA:—Canadian Steel & Wire Co vs Pelletier, 2945.

MONTMAGNY:—Stewart vs Mercier, 2945.

MONTREAL:—Bergeron (Dlle) vs Lavoie, 2948; Gauthier vs DeSambor, 2947; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 2949; Leduc (Dme) vs Benoit, 2946; Levinoff vs Holland, 2946; McNulty vs Fournier, 2949; Meloche, Insolvent, 2947; Paquin vs Carson, 2949.

PONTIAC:—The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 2950; The Trust & Loan Coy of Canada vs Campanino, 2953; The Trust & Loan Coy of Canada, vs Dumais, 2952; The Trust & Loan Coy of Canada vs Gagné, 2954; The Trust & Loan Coy of Canada vs Giroux, 2953; The Trust & Loan Coy of Canada vs Pitre, 2954.

SAINT HYACINTH:—Lefebvre vs Charron, 2955; Parent vs Chaput, 2954.

TERREBONNE:—Paquette vs St-Amour *èsq.*, 2955.

THREE RIVERS:—Thibaudeau *et al* vs Gravel & Beaudoin, 2956.

THE UNITED STATES OF AMERICA
 DEPARTMENT OF THE INTERIOR
 BUREAU OF LAND MANAGEMENT

WATER RESOURCES DIVISION
 RIVERS AND STREAMS SECTION
 WASHINGTON, D. C. 20250

REPORT OF THE
 NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE RIVERS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE LAKES

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE COASTS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE WATERSHEDS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE FISH AND WILDLIFE

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE PLANTS AND ANIMALS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE SOILS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE CLIMATE

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE AIR

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE OCEANS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE POLAR REGIONS

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE SPACE

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE ENERGY

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE TECHNOLOGY

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE ECONOMY

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE SOCIETY

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE CULTURE

AND
 THE NATIONAL COMMISSION ON
 THE STATUS OF THE ARTS

23 NOV 1974